Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 1

ENGLISH PAGES : 11,16

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIX, No. 18 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***1-8 mai 2019***

UNE OPÉRATION DE LA PNH À DELMAS 83

Le chef de gang Ti-Je abattu

Victime d'une trahison du Palais national

SOURCES COMBINÉES, 30 avril — Moins d'une semaine après avoir perpétré un massacre de gens innocents, à Carrefour-Feuilles, à la capitale haïtienne, Sony Jean, plutôt connu sous le sobriquet Ti-Je, a été abattu lors d'une opération policière, à Delmas 83, proche de la résidence de son frère. Le succès de cette initiative est attribué au Palais national, qui est à l'origine des informations fournies à la PNH sur les déplacements, cette nuit-là, de ce bandit qui semait la terreur dans son quartier.

Selon des témoins crédibles, Sony Jean, qui roulait à motocyclette, accompagné au moins de deux véhicules, a été coincé par une patrouille composée de policiers de la Direction générale de la Police judiciaire (DCPG), de la Brigade de recherche et d'investigation (du BRI) et de la Direction départemental de l'Ouest (DDO). Assailli de toutes part, le chef de gang de Savane Pistache n'a pu se défendre à tant pour échapper à l'embuscade qui lui était tendue, bien qu'il ait eu le temps de dégainer son révolver, apprend-on de ces mêmes sources.

Renversé de la motocyclette, après avoir essuyé une pluie de projectiles, et son corps gisant sur la chaussée baignant dans son sang, la victime a été déclaré mort sur place. La Police n'a donné aucune information concernant les occupants des véhicules qui l'accompagnaient. Ni ce qui est advenu de son frère ayant la réputation d'être lui aussi un membre du gang de Ti-Je.

Le chef de gang Ti-Je.

Le député Jean René Lochard.

Victime d'une trahison du Palais national

Suite en page 7

CORRUPTION GÉNÉRALISÉE, INSÉCURITÉ, DÉLIQUESCENCE, IMMORALITÉ...

Les méfaits de Gracia Delva exposés

Aujourd'hui sénateur de la République, hier lieutenant de Jacques Kétant (ENQUÊTE)

Par Léo Joseph

Les relations privilégiées qui existent entre un sénateur de la République et le bandit le plus recherché par la Police haïtienne ont déclenché une vague de protestations et d'indignations au sein de la société haïtienne, tant au pays que parmi les communautés établies en diaspora. Dans le rapport de cause à effet, on ne peut dissocier le phénomène Gracia Delva-Arnel Joseph de la manière dont fonctionnent les institutions haïtiennes ayant favorisé l'accès de celles-ci à des individus de l'acabit du sénateur de Marchand-Dessalines et d'autres espèces comme lui présentes actuellement au Parlement et ailleurs dans l'administration publique, jusqu'au niveau de la présidence.

Le sénateur Gracia Delva, au Sénat de la République.

Le scandale qui vient d'éclater indiquant que le sénateur Gracia Delva et le chef de gang Arnel Joseph entretiennent des relations serrées expose indiquant une étroite collaboration entre eux. Ce qui ne constitue pas un fait isolé dans l'Haïti d'après Duvalier. Car, la corruption aidant, les institutions appelées à mener l'enquête de sécurité nécessaire, pour éviter que les criminels et les gens de conduite douteuse ne prennent les commandes du pays, ont laissé la voie ouverte aux plus offrants et au dernier enchérisseurs. Si les circonstances ont permis d'exposer les complicités du sénateur de Marchand-Dessalines, il y a fort à parier que ce ne sera pas la dernière crise de cette nature que le pays aura connue. On comprendra peut-être mieux la situation en prenant connaissance du cheminement du citoyen qui a été « *élu* » sénateur après avoir bouclé un mandat de

Suite en page 2

NOUVELLES OPÉRATIONS DE LA PNH À MARCHAND-DESSALINES

Arnel Joseph est-il mort ou vivant ?

La direction de la PNH avare d'informations....

Parallèlement aux informations annonçant la mort de Ti-Je, chef de gang de Savane Pistache, à Port-au-Prince, des rumeurs persistantes font état, d'abord de la mort d'Arnel Joseph chef de gang de Village de Dieu ayant pris logement à Marchand-Dessalines. Ensuite qu'il serait blessé lors des affrontements avec la Police. Alors que le décès de Sony Jean, du vrai nom de Ti-Je,

Suite en page 13

L'ambassade US en Haïti prise pour cible ?

Il semble que l'ambassade des États-Unis Port-au-Prince, Haïti, ait été prise pour cible par des inconnues. C'est ce qui a été constaté après que des coups de feu aient été dirigés contre l'entrée arrière du siège diplomatique sans faire de dégâts.

Les citoyens américains séjournant en Haïti, surtout ceux qui se trouvent à la capitale, mais particulièrement les personnes qui se trouvaient dans l'immeuble en tant que clients et membres du personnel, ont été avertis que des coups de feu étaient entendus provenant de l'arrière de l'immeuble.

Mais l'attaque, s'il y en avait une, s'est arrêtée d'elle-même, et la mission diplomatique n'a donné aucune explication en ce qui a trait à la provenance de cette attaque

Suite en page 4

HAPPENINGS !

Farah Louis for the NYC Council seat in Brooklyn's 45th

Candidate Farah Louis.

The action this Friday evening (May 3rd) is at 33 Lafayette Avenue in Brooklyn where there'll be a fundraiser for Farah Louis, candidate to the New York City Council post of Brooklyn's 45th District, vacated by Jumaane Williams when he was elected NYC Public Advocate last March. It's important to come out because the special election is on May 14, less than two weeks away.

The field is crowded with seven (7) candidates approved from the original eleven (11) who had declared for the post held by Mr. Williams for the past nine (9) years. The 45th District includes Flatbush, East Flatbush, Carnasie and Midwood.

So why Farah Louis? Because she can *"hit the ground, running,"* she says, *"to deal with the housing crisis affecting people in the 45th district, better education for our youth, better health care*

Continued on page 3

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 2

CORRUPTION GÉNÉRALISÉE, INSÉCURITÉ, DÉLIQUESCENCE, IMMORALITÉ...

Les méfaits de Gracia Delva exposés

Aujourd'hui sénateur de la République, hier lieutenant de Jacques Kétant (ENQUÊTE)

Suite de la page 1

député.

Arrivée en Floride par kanntè

À la fin des années 1990, le jeune Gracia Delva arriva en Floride par *kanntè* (bateau transportant des voyageurs clandestins) afin de rejoindre sa mère, qui avait effectué le même trajet avant lui. Immédiatement il devait faire une demande d'asile politique aux États-Unis et obtint la liberté provisoire, en attendant le verdict du juge d'Immigration.

À l'époque, à Miami, il a retrouvé des amis qui évoluaient au sein de groupe musical «*Zenglen* ». Grâce à ces derniers, la voix de Gracia Delva, qui convient pour l'orchestre, a été mise à profit. Aussi ce dernier fut-il mis en tandem avec Jean-Hérard Richard, connu plutôt sous le sobriquet Richie.

Richie en concert. Au point où il finit par faire partie du décor de Zenglen, l'intégrant officiellement à l'occasion des prestations internationales de l'orchestre.

Le représentant de Jacques Beaudouin Kétant dans le monde du spectacle

D'abord une mise au point sur Jacques Kétant, qui s'avère nécessaire. D'aucuns prétendent qu'il a changé son nom de famille croyant pouvoir brouiller sa piste aux autorités fédérales investiguant ses activités dans le trafic de drogues. Puisque le nom de son père, originaire de Plaisance du sud, (ainsi que celui de son grand-père, de ses oncles, tante, frères et sœurs) s'écrit Quétant. Son vrai nom est Jacques Beaudouin Quétant.

On ne peut établir avec précision à quelle période de sa vie Delva a été introduit à ce dernier. Bien que, des gens qui les connaissaient tous les deux faisaient croire que Beaudouin Kétant l'avait encouragé à venir le rejoindre à Miami. D'aucuns prétendent que l'intégration de l'actuel sénateur au groupe Zenglen était due principalement à l'instigation du trafiquant de drogue, qui était le vrai patron de ce groupe musical. Aussi Gracia Delva était-il devenu le représentant de Kétant au sein du monde du divertissement haïtien, dont les musiciens s'étaient convertis en trafiquants, à leur tour, sinon en consommateurs.

Le rôle attribué à Delva, dans l'univers de Jacques Kétant, était crucial, car, grand patron de cocaïne sous investigation fédérale, ce dernier était également accusé d'avoir commandité l'assassinat de sa belle-mère. Avant d'être appréhendé par les agents fédéraux, le trafiquant avait pris la poudre d'escampette. Il avait pu s'échapper de Miami et retourner en Haïti, d'où il menait ses activités d'exportation de cocaïne vers l'Amérique du nord (États-Unis et Canada); aussi bien à destination d'Europe. Avec Gracia Delva comme son homme lige, Jacques Kétant n'avait aucun souci quant aux recettes de la vente de ses marchandises interdites.

Voyage de Zenglen en Guadeloupe et en Martinique : Les artistes de faux passeports à la rescousse

Zenglen bénéficiait d'un contrat aux Antilles Françaises. Mais un problème a surgi pour Gracia Delva et les autres membres du groupe musical privés de visa pour retour retourner aux États-Unis. Cela ne devait poser aucun problème pour le futur parlementaire. Le commerce de drogues, très florissant, permit de verser les plus de USD 10 000 $ exigés par les artistes de faux passeports.

En effet, armé de son faux passeport américain, Gracia Delva était en mesure de faire le voyage, comme sur des roulettes. Même le périple Guadeloupe-Paris avait pu s'effectuer sans incident. De toute évidence, tout le réseau d'artistes engagés dans la cause des trafiquants de drogues avait participé à la réussite des voyages des musiciens de Zenglen. Les prestations du groupe en territoire français ayant été fournies sans difficultés, c'était le moment de penser au retour aux États-Unis. D'où la décision d'obtenir un passeport français, dans les mêmes conditions, une fois arrivé en France. De Guadeloupe, Delva et ses collègues musiciens mirent le Cap sur Paris.

Le séjour de Zenglen en France fut un grand succès. C'était aussi l'occasion de renouer avec des membres du réseau de trafiquants opérant en Europe pour le compte de Jacques Kétant. Le moment du départ de Paris arriva, il fut décidé de retourner aux États-Unis, non par Miami ou New York, mais plutôt en faisant escale à Atlanta.

Mais débarqué à l'Aéroport international d'Atlanta, en Georgia, Delva se heurta à des agents d'Immigration super fouineurs et intransigeants. Ayant soumis le passeport qu'il avait en sa possession à une vérification des plus strictes, les agents d'Immigration ont découvert que le document de voyage était faux. Il fut alors décidé d'expulser Gracia Delva en direction de Paris, son port d'embarquement.

De retour à Paris, le futur parlementaire fut l'objet d'une rigoureuse interrogation. Il devait alors avouer dans quelles conditions il avait débarqué en Guadeloupe et comment il avait pu entrer en France. Sur ces entrefaites, la décision il fut refoulé aux États-Unis, encore sur Atlanta, aux États-Unis, car ayant utilisé un passeport américain pour entrer sur le territoire français, en l'occurrence les Antilles Françaises. Débarqué, cette fois encore, à Atlanta, le cas de Gracia Delva est soumis à un examen encore plus approfondi. Ce qui eut pour effet son incarcération à un centre de détention fédéral dans cette ville où il passa plusieurs mois.

Au bout du compte, le juge demanda à Delva comment il pouvait expliquer le fait que suite au refus de sa demande d'asile, lors de sa toute première arrivée aux États-Unis, il ait pu se procurer un passeport américain ? Suite à toutes ces turpitudes auxquelles il s'était prêté, lui dit le juge, sa demande d'asile est rejetée définitivement. Il devait donc regagner son pays natal. Cela veut dire que le futur député, avant d'être « *élu* » est un déporté.

Bien installé dans le monde interlope

Refoulé en Haïti, par les autorités fédérales américaines, le représentant de Jacques Kétant, aux États-Unis, prit tout naturellement sa place auprès de ce dernier s'associant à ses activités et s'insérant dans le monde interlope au sein duquel évoluait le grand caïd de cocaïne. D'où les relations symbiotiques qui se sont développées entre Gracia Delva et ceux qui allaient devenir les gangs armés, dont les premiers bégaiements de leurs actes criminels étaient plus connus alors dans leur rôle de tueurs à gages.

Immédiatement après son retour en Haïti, Delva était hébergé dabs ka vukka de Kétant, à Vivy Michel, avant de lui faire cadeau, dit-on, d'une maison des autres qui se trouvaient dans le même quartier. Financé par Kétant, l'ex-chanteur de Zenglen créa son propre groupe musical appelé « *Mass Kompa* ». Cela s'explique par le fait que, d'une part, c'est le talent de musicien qu'il possède. De l'autre, le secteur du divertissement favorise l'écoulement de la cocaïne et d'autres produits du même genre. Il est donc aisé de comprendre pourquoi Jacques Beaudouin Kétant s'offrit en bailleur de fonds aux créateurs d'orchestres, en Haïti et à l'étranger. Au fait, on peut compter sur les doigts d'une seule main le nombre de groupes musicaux qui ne doivent leur existence à la générosité des caïds de la drogue.

En raison des possibilités de distribution facile de marchandises illicites, au sein du monde du divertissement, un phénomène présent dans tous les pays du monde, ceux qui font danser et divertissent les clients sont à la pointe de la consommation et de la distribution de stupéfiants. Voilà pourquoi un fort pourcentage d'artistes, surtout des musiciens, ont des démêlés avec la justice.

On ne saurait ignorer non plus le taux élevé d'actes criminels, notamment des assassinats, perpétrés dans le monde des trafiquants de drogues et des gangs en général. Ceux qui ont la responsabilité d'enquêter sur ces délits savent bien que, qui dit trafiquant de drogue dit aussi gang armé. Car les deux fonctionnent en tandem, ils ont besoin de l'un l'autre pour développer leur marché et imposer leur loi.

Après que Jacques Kétant eut été livré à la justice américaine par le président Jean-Bertrand Aristide, le 27 juin 2003, en tant qu'exportateur de cocaïne aux États-Unis, Gracia Delva jouissait un rôle encore plus actif dans la gestion des biens de son patron. On le voyait presque toujours au volant de la Cadillac Escalade de Kétant. On remarquait régulièrement de futurs chefs de gang, des criminels en herbe alors, aux spectacles animés par Mass Konpa, en compagnie du futur parlementaire, notamment Arnel Joseph et « *Fizi bwa* », ainsi connu. Car, avec Kétant mis hors-jeu, Gracia Delva, qui prenait charge de l'administration des biens de celui-là, avait aussi, le plus naturellement, hérité des contacts du grand patron de la cocaïne. S'il entretient des relations exclusives avec Arnel Joseph, cela ne veut pas dire pour autant qu'il est étrangers aux autres chefs de gang.

Ne sont-ils pas tous coupables de l'ascension politique de Gracia Delva ?

Au fil des ans, que les gangs armés se développaient, des voix autorisées se sont élevées pour

Suite en page 16

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 3

HAPPENINGS !

From page 1

and to defend the small business owners in our community." She paused, and added, *"We deserve better than what we're receiving and I believe I am the leader to get us where we need to be."*

Wow! She really hit the ground running in zeroing in on the issues mentioned by most when discussing life in Brooklyn. This passionate young woman does have the wherewithal to deal with the issues for having been at the side of one of *"the strongest progressives who has transitioned to a higher level,"* she said.

Indeed, four the past five years she had been the Deputy Chief of Staff of Councilman Williams, helping to navigate the policy and legislative process for the Councilman, manage the budget, as well as deal with services to the constituents and attend to community programs.

This daughter of Haitian immigrants is the middle child in a family of eight, so she's often played the role of mediator growing up. Born in Downstate Hospital, about a block away from the 45th District line, she prides herself of having grown in the 45th, graduating from Midwood High School in the district and attending Long Island University, Brooklyn campus, where she graduated with a B.A. in English and Journalism. Moreover, with a Master in Public Administration from New York University, Farah Louis is a well-rounded professional.

As a journalist, she interned at Hot 97, the FM radio, where she helped pitch stories. She also wrote for the *Amsterdam News* and the *Haitian Times*. At Mount Sinai Hospital in Manhattan, for seven (7) years, she was in the mental outpatient health program. While there, she became very active with 1199 SEIU, the National Health Care Workers' Union, the largest Health Care union in the United States.

The winner of the special May 14 election will be rehearsing somewhat, preparing to participate in the November general election when she/he will compete again to cover the remainder of Mr. Williams term which will expire in 2021.

Farah is counting on you, reading this, on your friends and relatives to help her make history. In the process you will be doing your part in helping with the issues that affect us: Affordable housing, Education, Quality Health Care and Economic Development for our communities. Again, the address for the Friday evening event, from 6:30 to 8:30, is at 33 Lafayette Avenue, between St. Felix and Ashland, in Brooklyn. See the adjoining flyer for more information.

RAJ
May 1st, 2019

Without a new government, Haiti's financial situation deteriorates – And the gangs become bolder

No consensus has been found to form a new government since Prime Minister Jean Henry Céant was booted out of office last March 18 by an overwhelming vote of the Lower House of Parliament, in cahoots with President Jovenel Moïse who, within three days, named Jean-Michel Lapin, Minister of Culture and Communications in the ousted government, as interim Prime Minister.

Disregarding the Constitution, which stipulates that the Prime Minister should tender his resignation, even after a vote of no confidence, President Moïse did as he wished. Twenty days later, he confirmed Mr. Lapin as his permanent choice, pending approval by the Lower House and the Senate. After seven weeks and 44 days, the record setting pace to set up the new administration has bogged down. Mr. Lapin is in serious trouble and may not make the grade. Meanwhile, he is hanging on, though the 30-day limit for being an interim Prime Minister is over since April 21. What do they care, President Moïse is running his show, Constitution be damned.

The bad news last Monday, April 29, was that a meeting at the Palace on Sunday of President Moïse with eight political parties in search of Cabinet members for the new government came to naught. There was no official communiqué by the Palace about the reasons for the breakdown of the talks. However, unofficially, some of the participants say they could not agree on Mr. Lapin to lead the new government. According to the daily *Le Nouvelliste,* April 29, Alix Richard, of the Fusion political party, which was one of the eight that met with the president, the latter intends to hold to his designated Prime Minister, while the parties want everything to be discussed, including a consensus Prime Minister. In the process, they accepted no ministerial posts, dooming for the moment the formation of the government, By the way, President Moïse's international partners had urged him to form as broad and inclusive a government as possible.

Meanwhile, the two Houses of Parliament have yet to review the documentation presented to them two weeks ago by the designated Prime Minister. Barring a major miracle, Mr. Lapin will not appear in Parliament on Friday, May 3, as previously expected. The Sunday debacle at the Palace doomed that. Constitutionally, the Prime Minister must be accompanied by the members of his cabinet when he appears before the two Houses, separately, to defend the general policy of his administration. In little over two years since he was sworn in, on February 7, 2017, President Moïse's third Prime Minister is in limbo.

As it is, Mr. Lapin is no longer a legitimate interim Prime Minister because, according to the Constitution, he could be on an interim basis for only one month. Will President Moïse choose another interim Head of government or, counting on a majority in the Senate and the Lower House, will he push through his man, paying no attention to the Constitution? The president may be spared another violation of the Constitution by some senators of his majority who could desert him and vote against his man.

The delay in setting up a government is causing financial headaches to President Moïse. His financially strapped government got a rude awakening when he pushed out Prime Minister Céant. The International Monetary Fund (IMF) froze a $229-million no-interest-loan spread over three years that had been negotiated with Mr. Céant's team and an IMF Staff mission the previous week, but pending on IMF Board approval. On March 22, the day after Mr. Lapin was named interim Prime Minister, the IMF announced that the loan would not be presented to the Board until the formation of a new government and its financial policy known. The Inter-American Development Bank (IDB) also froze a $41 million loan to the Haitian government. Other partners, such as the European Union, are also awaiting IMF decision before disbursing on loans promised to Haiti.

On the day that the IMF announced the freeze on the multi-million loan, President Moïse was at a mini-summit at Mar-a-Lago where President Donald Trump had invited him, Dominican President Danilo Medina and the Prime Ministers of the Bahamas, Jamaica and St. Lucia, President Trump's Caribbean allies in his determination to oust Venezuelan President Nicolas Maduro from power.

On returning home the evening of March 22, an elated President Moïse berated the Haitian daily *Le Nouvelliste,* which had reported the IMF loan freeze, asserting that on April 24 the IMF Board will approve the loan. What assurance had Mr. Moïse gotten from President Trump? We had noted that, influential though he may be, we doubted that the U.S. president could dictate a decision to the IMF Board. April 24th has come and gone and there is no IMF Board decision on the frozen Haiti loan.

For those who follow the Creole column, GRENN PWONMENNEN, we'll remind them of our humorous comment back then, in the March 27 issue of the paper: *"Donk, mèkredi 24 avril, byen bonnè, n ap chita sou ti chèz pay nou ap tann Board FMI an. . . . Pawòl la byen di: 'Twou manti pa fon.'" ("So, early on Wednesday, April 24, we'll pull our little straw chair and sit down, [patiently] waiting for the IMF Board. ... For, as it is said, 'There's no way for the lie to be buried deeply.'")*

***The gangs on the attack.** The situation is getting out of hand in Haiti with the gangs becoming more daring. On Monday, April 29, an "ALERT" was tweeted from the U.S. Embassy in Port-au-Prince entitled *"Travel - State Dept.@TravelGov. 8h"* and it states *"#Haiti: Gunfire coming from the rear entrance to the Embassy. Shelter in place is in effect for the Embassy compound. If you are traveling to the embassy, find a safe area to shelter in place."* That would mean it was issued at 8 am.

Still on Monday, there was this other tweet: *"Travel - State Dept. TravelGov. 6h #HAITI UPDATE: The situation has been resolved and the shelter in place has been lifted."* Obviously, "6 h," indicates that the "ALERT" remained in force for the whole day Monday, from 8 am to 6 pm. On it being lifted, no further explanation was given.

What really happened? The Embassy should clarify the matter, especially these days when Port-au-Prince has become a sort of battlefield, with gangs on the attack and issuing warnings on social media networks that they're about to unleash attacks against those that had armed them.

For example, on Sunday evening, April 28, a man, speaking in Creole, relayed by WhatsApp, began by *"Greeting you all"* and giving what appears to be a code name that is not too clear. He says *"My name is 'Glinblemè,'"*—that is what it sounds like. Then he goes on to say that he is a member of the *"Tije gang called Mache Dwat" ("Walk straight.")* For 3:58 minutes, he unleashes threats against the Police, *"beginning Monday"* in response to an attack the day before by the Police in their area.

The person says that the various gangs in Port-au-Prince *"have made peace"* among themselves and are now *"allied to fight to put Jovenel out because promises made to us haven't been kept. They said that they would not have the Police bother us. Now the Police is attacking us. Therefore, we are taking the fight into their own camp. I repeat beginning Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday."* Therefore, people should prepare to stay in, because they are going to *"lock Port-au-Prince."* That is why the U.S. Embassy should be more forthcoming about what happened there on Monday morning.

The self-styled "Tije gang member" went on to say that it was *"they who gave us the arms, beginning in 2016 to attack the opposition in case Privert (that's interim President Jocelerme Privert) blocked Jovenel from taking office."* In addition, he asserts, *"they used to talk to us, just like Gracia Delva (the Senator) now has admitted that he talks to Arnel."* He does not think it is going to be easy, *"as a gang member I know I'll probably will die, but I won't die alone."*

Apparently, the gang member was unto something. Yesterday morning (Tuesday, April 30), the news was that Jeff Blanc, nicknamed Tije, was killed in a confrontation with the Police. Various units of the PNH (Haitian National Police) participated in the action, which began in the early hours of Tuesday. One gone, but several others are still on the loose.

This is a major victory for the PNH since April 4 when an armored contingent, backed by some UN observers, were routed in Marchand-Dessalines, in the Artibonite, north-central Haiti. They had to rush back to Port-au-Prince in their 40 vehicles with two dead in PNH rank and several wounded. However, they failed to capture or kill the other famous gang leader calling himself "Commandant Arnel Joseph." It is a shame that the gangs were allowed to flourish under the watch of the MINUSTAH (United Nations for the Stabilization of Haiti) and the MIJUJUSTH (United Nations in Support of Justice in Haiti). What stabilization? What justice?

RAJ
May 1st, 2019

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 4

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

AFTER SPENDINT THEIR TIME STALLING

Sabine and Sean have tied the knot

By Rosie Bourget *

What a wonderful opportunity to make your ceremony unique and so much more meaningful by having family, friends, out-of-

Rosie Bourget

town guests and coworkers joining you to help shape your very special day into a celebration to remember!

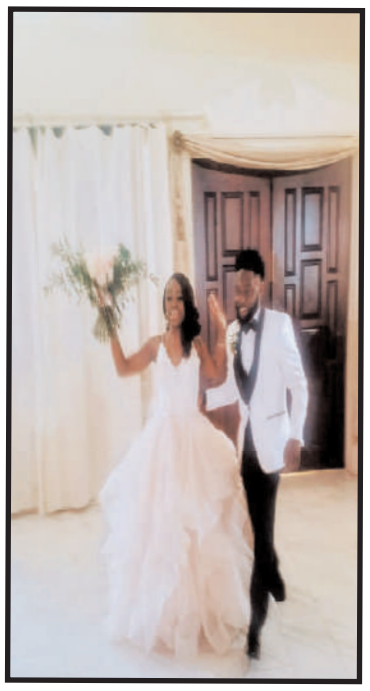
Sabine Jean Francois, daughter of Ms. Rosie Bourget of

Mr. & Mrs Stallings after the ceremony.

Port-au-Prince, Haiti, Sean Stallings, son of Mitchell and Katherine Stallings of Atlanta, GA, were married March 30th, 2019. The ceremony and reception were held at Che'ne Rouge in Hiram, GA with Rev. Pastor Arthur Grier officiating at the ceremony. The description of the wedding dress was Ball Gown.

The groom's mother works for Metro Atlanta Transit Authority. His father is a department manager for Kroger Grocery Store in Douglasville, GA. The bride's mother is a school social worker for Broward County Public Schools in Florida. She received a master's degree in Social Work from Barry University in Miami, FLORIDA. She is also a poet and a staff writer for *Haiti-Observateur* (a Haitian newspaper published in New York.) Moreover, Ms. Bourget has published three poetry books in three different languages, French, English and Creole.

Given away by her brother Jovan Young-Jean Francois, a financial credit risk analyst at USAA in San Antonio, Texas. The bride was attended by her friends Crystal Davis, as maid of honor, a graduate of the University of Florida with a bachelor in Health Administration. She also holds a nursing degree from Broward College; and with Paris Nelms as matron of honor, a Florida International University (FIU) graduate with a Criminal Justice degree. The bridesmaids were Ashley Livingston, Tamala Sands, Kaylah Tate and Dominique Taborn. The flower girls, who followed the maid of honor, were Laila Davis, M'Kayla Stallings, and the couple's daughters Skylar Marie Stallings pulling her baby sister Santanna Nia Stallings in a wagon. The best man was the middle brother of the groom, Julian Stallings, a math teacher with a bachelor in education from Georgia State University. Among those who served as groomsmen were Mitchell Stallings, Jr. who is also the big brother of the groom, Phil George, Brian Winkley,



Sean and Sabine Stallings entering the reception area.

Mario Crowder, Tobias Brantley and Henry Halverson.

Born and raised in Miramar, Florida, the bride, 30, is a Claim Supervisor for GEICO in Macon, GA. She graduated from the University of Florida with a Bachelor of Science degree in Public Relations. Enterprise Rent a Car as an assistant manager employed her before moving to Georgia. The groom, also 30, graduated from Stillman College with a master's degree in Education and History. He is currently employed at Frederick Douglas High School as a Social Studies teacher. Additionally, Sean is a baseball and softball coach as well for the school. After their honeymoon in Negril, Jamaica, the new couple will reside in Atlanta, Georgia. Sabine and Sean met through a mutual friend, Phil George, at their friend's house on their way to a party.

Sabine and Sean you have my support and love as a couple,

The bride's mother and uncle entering the reception area.

and as a family. With all my heart, I congratulate the commitment you have made to each other on this day. May the love you share get deeper each passing day; you wake up next to each other ready to start each new day on the right foot, ready to live a life full of happiness, joy, and goodness. Congratulations on your union have a spectacular life together!

***Rosie Bourget is the mother of the bride**
April 3, 2019

ON YOUR WEDDING DAY

To my Daughter Sabine

By Rosie Bourget

I look at you at this moment
So ready to start a new life
So ready to face a new world
But in my heart, I'm thinking
To have a daughter
As wonderful as her!

I look at you at this moment
And I'm thinking,
It may be time to let my girl go for good,
But the things I'm keeping for myself,
Are my precious memories!

As the time has come for you
To transition from daughter to wife,
May success find its way to your heart.
Tomorrow may bring you the greatest of joy
But today is the day it all starts!

May you and Sean be each other's sun and moon
As your destinies unfold.
And should you lose sight of each other
And start to drift apart,
May you circle back by following
The compass of your hearts!

The couple's family leaving the ceremony on their way to the reception.

back
To when I first held my little girl,

And I said to myself, gosh,
She is everything I dreamed
I hope she knows how proud I am

March 30, 2019

L'ambassade US en Haïti prise pour cible ?

Suite de la page 1

hypothétique, l'identité de ceux qui étaient à l'origine de l'incident ou encore le motif de ses initiateurs.

La réponse aux interrogations soulevées par cet incident bizarre est venue de Washington. Des sources proches du Département d'Etat ont fait savoir que des coups de feu ont été dirigés en direction de l'arrière de l'ambassade, qui a été aussi l'objet d'une tentative d'incendie.

Il semble que les auteurs de l'incident aient décidé de quitter les lieux, évitant de se laisser identifier par les agents de sécurité de la mission diplomatique américaine.

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reliure soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

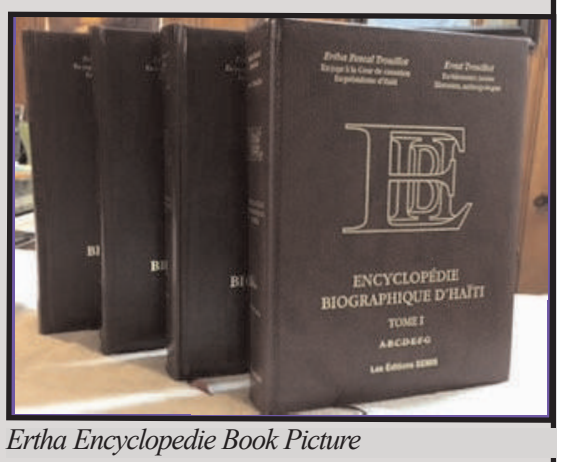
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'-Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Lagè deklare kont bandi ak gangstè legal ann Ayiti

Semèn pase a tit nou te genyen an se te : « **Bandi légal ak gangstè légal se 50 kòb ak 2 gouden** ». Epi nou te pibliye youn bann enfòmasyon youn sèten A.H. Taylor te lage deyò a pou montre kijan gang ap opere nan peyi a, gras a prezidan yo, kit sa k la twòl Palè nasyonal avèk Gi Filip (Guy Philippe).

Okontrè, gen zanmi ki te fè m lénmi lè yo te rele m pou di m *« Palè nasyonal tou dwat !* » An palan de Gi Filip, li te gen tan kite Okap, li pase pa Plato Santral e l te gen tan rive Ench (Hinche), an-

Ravix Remisent ak solda demobilize yo nan Petyon-Vil apre Aristid de pati pou peyi Afrik, nan Repiblik santrafiken.

kounnye a, kit se lòt la, premye «*Tèt Kale a* », ke nou ka rele «*Orijinal Tèt Kale* » an konparezon ak « *Fotokopi Tèt Kale* » a. Nou byen konnen de kilès m ap pale. Men tou, A.H. Taylor te di gen biznismann ak palmantè ki nan ekip gang yo. Epi pawòl Grasya Dèlva a (Gracia Delva), «*senatè de la Repiblik* » vin konfime tout bagay. Efektivman, se gang ki vrèman chèf nan peyi a. Vwala ! Men nou rive kote Aristid te vle mennen nou an, eksepte se pa li ki vrèman benefisye de enstalsyon gang yo ofisyèlman.

Pinga pèsonn vin di m ap fabrike anyen pou m sal non chèf mouvman Lavalas la. Nou pa ka bliye ke nan lane 2004, younn nan gwo rezon ki fè Nasyon Zini te dakò pou patisipe nan « *mete lòd*» ann Ayiti se te egzakteman pou wete peyi a anba grif gang, kit se te gang Aristid, kit se te nouvo gang ki t ap vin pran konwout pou Pòtoprens. Alò mwen te di : « *Nou konprann bandi ka vin ranplase lòt bandi. Pèsonn p ap kite sa fèt* ». Rès koze a se sa nou ka rele « istwa modèn ». Se konsa, twoup meriken, anba drapo Nasyon Zini, te gen tan debake pou bloke mesye Gi Filip yo. Epi gouvènman tranzisyon Aleksann-Latòti a (Alexandre-Latortue) te vin met sou pye pwogram dezame gang epi ba yo travay pou ramne yo a youn vi nòmal. Nou sonje sa yo te rele pwogram « *désarmement-réinsertion* ». an ?

Avrèdi, gouvènman tranzisyon an pa t nan paspouki ak okenn bandi, kit se te bandi Aristid, kit se te bandi Gi Filip. Pa egzanp, te gen youn gwo bandi ki te sanse nan kan Aristid yo te rele Ree Jan Antoni (René Jean Anthony), ki te gen ti nom « *Grenn Sonnen* ». Yo te fè lerès avè l pou l te met ba lèzam pou l te rantre nan lavi nòmal ak youn djòb. Msye di se swa jamè. Enben, sa te pase mal pou li. Trapde, msye janbe nan peyi san chapo. Se te menm jan an tou pou Raviks Remisent (Ravix Remissainthe), ansyen militè ki te nan menm kan ak Gi Filip, kwake msye te ann Ayiti menm, li pa t sot lòtbò. Nan fè wondonmon, finalman, msye tou pèdi lavi l.

Nou ka di ke lè gouvènman tranzisyon an vin remèt pouvvwa a bay prezidan Rene Preval (René Préval), apre eleksyon 2006 yo, administrasyon Preval la te kontinye ak pwogram « désarmement-réinsertion » an, toujou anba je Nasyon Zini ki te nan peyi a avèk MINUSTAH (Misyon Nasyon Zini pou Stabilite ann Ayiti). Men jan pawòl kreyòl la di, « *Bòs vann zouti l, li pa vann metye l* »

Se konsa lè Michèl Mateli (Michel Martelly) vin pran pouvwa jan nou konnen an, nan lane 2011, li deklare byen aklè ke li se youn « **Bandi legal »** li ye. Se pa mwen ki fè pawòl la. E Labib di, « *Se pawòl nan bouch k ap kondane w* ». Avèk deklarasyon ofisyèl sa a, tout ansyen gang ki te kache anba pay reparèt sou mounn. Tout te resevwa bèl akèy nan men jeneral an chef tout bandi yo, « **le premier des bandits** ». Jan yo di sa an franse, « *Ils ont repris du service !* » Men fwa sa a sou youn lòt kouvèti : **PHTK,** *(Pati Ayisyen Tèt Kale).* Apa ke chèf pati a di li se **«Bandi Legal** » li ye, non li bay pati a se li menm ankò, paske tèt li kale. Se li menm ki nanm pati a, se non l pou pati a pote e pa gen pèsonn ki ka di le kontrè. Kidonk, ofisyèlman se « **Pati Bandi Legal Tèt Kale** ». Tou den kou, kisa nou wè ? Se kòm si se te youn nouvo relijyon ann Ayiti. Youn bann gason, menm sa ki byen jèn, lage nan kale tèt yo pou yo sanble ak « *lidè* » a.

Se pa sèlman nan lamòd, nan koupe cheve epi nan di mò sal yo vle sanble ak lLidè a, se nan aksyon tou. Kòm « *Bandi orijinal la* » se youn dwèt long siperyè, yo menm tou yo lage nan dwèt long siperyè. Se konsa menm « *La Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif* » (CSC/CA) dakò ke pi fò nan kat milya de san milyon dola vèt (4 200 000 000,00 $) lajan PetwoKaribe a vin disparèt pandan gouvènman « **Bandi legal Tèt Kale** » a. Epi menm «*Fotokopi Tèt Kale* » a, ti tèt la tou mèg, vin ap repete : « *Il n'y aura pas de persécution politique sous mon gouvernement* ». Se lè sa a tou pou ansyen gangstè, osnon bandi, ki t ap opere ak lòt kaskèt nan tèt yo, deside mete nouvo kepi ki alamòd la, menm si yo pa kale tèt yo.

An palan de sa, gade ajisman youn Nèg tankou Grasya Dèlva, k ap opere antan ke bandi depi byen lontan. Se te bra dwat Jak Bodwen Ketan (Jacques Beaudouin Kétant), chèf dwòg pou Aristid, ki pran kout prizon Ozeta-Zini, men ki kanmenm arive depite anba drapo pati Latibonit Ann Aksyon (AAA), ki gen senatè Youri Latòti (Latortue) kòm gwo chèf. Soti nan depite li monte senatè, toujou, anba drapo AAA.

Men lè msye wè se nan **«Bandi legal Tèt Kale »** ke tout avantaj la ye, li vire do bay AAA, li tounen nan sa nou ta ka di an franse « *ses premières amours* ». Li rantre byen fon nan banditism ak gangsterism. Bon zanmi l se gwo chèf gang yo rele Anèl Jozèf la (Arnel Joseph). Kòm yo kenbe l an « *flagrant délit* », jan yo di an franse a, pa gen dlo k pou lave l. Se sèl ak bon zanmi w, osnon bòs ou, si se pa anplwaye w, pou w chita nan telefòn avè l tout tan sa nou tande yo, e prèske chak jou. Sa k t ap diskite konsa ? Pita n a konn plis. E pita tou sa pral pi tris. Senatè de la Repiblik an konvèsasyon san rete ak youn chèf gang ke Lapolis met 2 milyon goud sou tèt li. Men, kòm toujou, kote dlo a koule pi fre se la pou nou jwenn Grasya Dèlva. Epi sa raple nou ke Anèl tèlman chita anfòm sou milyon, li te ofri 6 milyon goud pou tèt direktè jeneral Polis la, Michèl-Anj Jedeon (Michel-Ange Gédéon), ki te ofri sèlman 2 milyon pou tèt chèf gang nan.

Lè senatè a wè yo kenbe l vre,!a tou li lonje dwèt sou lòt mounn. Enben Boulòs, (kivedi doktè Réginald Boulos), k ap pale de « *troisième voie* » nan kesyon politik pou peyi a. Li di se pou yo kalonnen Boulòs ak kout wòch tou, paske doktè a gen gang pa l tou nan Site Solèy.

Nou ka sonje ke semèn pase a, A.H. Taylor te pale youn pawòl konsa. Li te menm di ke se akòz sa ke Mateli soti pou l pwoteje Anèl, ke « *Fotokopi Tèt Kale* » a t a

Gi Filip nan vil Okap ak solda demobilize yo, avan yo rive nan Potoprens.

soti pou voye nan peyi san chapo. Kòm se senatè a ki, byen souvan, sèvi kòm entèmedyè — Nèg k ap pote komisyon ale vini ant lòt gwo chèf — Grasya Dèlva ka okouran youn bann koze. Si yo pase youn ti bè bò bouch li, li ka rakonte plis toujou. Men tou sa pa ka retire l nan petren an, gwo lakòl kote l kole a.

Antrtetan, Rejinal Boulòs di li an kontak avèk « *Lidè kominotè* » nan Site Solèy, se pa chèf gang Lapolis met manda dèyè yo. Eske sa Grasya Dèlva di de Boulòs la se paske ekip « *Bandi Legal Tèt Kale* » a vrèman pè popilarite Boulòs nan zòn nan ? Eske se vre ke mesye k ap travay ak Boulòs yo se « *Lidè kominotè* » ki pa gen manda Lapolis dèyè yo ? Sa se bagay pou mesye k ap fè politik pou prezidan tcheke byen fasil ak Lapolis.

Men fòk bagay yo chanje anvan nou ka vrèman gen bon jan eleksyon nan peyi sa a. Nou kwè ke sa yo rele « Konsèy elektoral» (Conseil électoral) ann Ayiti ap oblije mete ajenou devan pèp la pou mande padon pou responsablite yo nan bay kat blanch pou tout bandi, gangstè, dwòg dilè vin twouve yo nan tèt peyi a kote yo vin enstale youn gouvènman gangstè ki lage peyi a nan sa l ye a.

E n ap di l byen fò pou lemonn antye okouran. Sa Konsèy elektoral te fè oparavan pa ka kontinye fèt nan peyi sa a. Non, se pa posib pou yo bliye sa k rele « *Certificat de bonne vie et mœurs* » lè pou yo apwouve youn kandida pou pòs Leta. Yo pa ka nan pran kòb sou kote pou yo apwouve nenpòt bandi, legal ou pa, nenpòt gangstè ki gen milyon ak zam fann fwa, nenpòt dwòg dilè pou vin kontinye sa nou gen la a kounnye a. Li lè li tan pou pèp la leve kanpe, ak gwo raso nan men li pou yo fè menm jan ak Jezi lè l te chase vòlè yo nan tanp la ak gwo kout fwèt. Met gason sou nou ! Met fanm sou nou ! Nou p ap aksepte kras bandi, osnon gangstè, pou dirije peyi nou an !

Grenn Pwonmennen
premye me, 2019

DR. KESLER DALMACY

Board Certified & Award Winning Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 7

UNE OPÉRATION DE LA PNH À DELMAS 83

Le chef de gang Ti-Je abattu

Suite de la page 1

Dans les milieux proches du gang dont fait partie Ti-Je, on laisse croire qu'il est victime d'une trahison du Palais national qui est tenu régulièrement au courant de ses déplacements à la capitale et même en provinces. Une telle révélation signifie que Sony Jean collaborait à un niveau très élevé avec le pouvoir, qui lui garantissait protection, impunité et sécurité pour lui et les membres de son gang. À en croire des proches de la victime, celle-ci vient souvent chez son frère où il passait parfois la nuit, en dépit du fait qu'il commettait des crimes dans son fief. À noter qu'en dépit du massacre qu'il avait perpétré, la semaine dernière, à la faveur duquel il avait ouvert le feu au hasard sur des riverains, occasionnant la mort d'environ neuf personnes et des blessures graves à au moins une douzaine d'autres, aucune action n'avait été menée contre lui.

Selon des parents des dernières victimes de Ti-Je, qui ont été transportées à l'Hôpital de l'Université de l'État d'Haïti (HUEH), elles ne pouvaient encore recevoir des soins appropriés, car n'ayant pas les moyens de verser les sommes d'argent demandées par le personnel. C'est, par exemple, le cas d'une femme, une vendeuse de pâtés, et son fils. Celle-ci hurlait, tant la douleur provoquée par la blessure qu'elle a reçue à la clavicule était atroce.

Ti-Je a signé son arrêt de mort ?

Un admirateur secret de Ti-Je proche du Palais national, mécontent de la manière dont s'est joué le sort de ce dernier, a fait savoir que le chef de gang a signé son arrêt de mort, expliquant que la décision a été prise de le liquider physiquement — et sans tarder —, après qu'il eut fait des révélations concernant les origines des gangs armés.

En effet, intervenant dans une vidéo qu'il avait diffusée sur les réseaux sociaux, suite à son dernier massacre, Ti-Je déclarait que des policiers avaient stationné leurs véhicules aux abords des carrières de son quartier que lui et d'autres riverains exploitaient. Pour lui, la présence policière était considérée comme un ennui pour le moins insupportable, voire, selon lui, une sorte de persécution à son encontre par la PNH. Croyant que cela participe d'une stratégie ordonnée par le Palais national, en vue, au moins, de le terroriser, et au mieux de l'assassiner, il dit avoir réagi en faisant feu sur ces innocents. Au bout du compte, avait-il précisé, il devait augmenter les pressions sur les policiers jusqu'à ce qu'ils aient compris qu'il était mieux pour eux de quitter les lieux.

Par ailleurs, Ti-Je avait été mis au courant par ses antennes au Palais national que le président et ses proches collaborateurs avaient pris la décision de le « *faire disparaître physiquement* » avec d'autres chefs de gangs armés. Piqué au vif par ces révélations, il s'en est pris aux hommes du pouvoir déclarant que le président est un ingrat, puisque c'est lui et ses alliés politiques « *qui nous ont armés, payés, entretenus et même nourris* ». Alors que maintenant

Jean-Fritz Jean-Louis.

ils prennent des airs comme s'ils ne nous connaissent pas.

Dans la foulée, un allié de Ti-Je, connu sous le pseudonyme Gougoy, a fait une attaque virulente contre le président Moïse, le traitant aussi de traitre et d'ingrat dénonçant également le fait que le pouvoir leur avait demandé d'assassiner des membres de l'opposition, notamment l'ex-sénateur et ancien candidat à la présidence Moïse Jean-Charles.

Dans ses déclarations, qui ont fait suite à l'intervention de Ti-Je, Gougoy est allé jusqu'à déclarer la guerre au pouvoir en place. Il prétend que lui et ses hommes investiront les rues dès lundi matin, recommandant aux pères et mères de famille de garder leurs enfants chez; et aux ménages de se procurer de la nourriture et de l'eau. Il a avisé que les policiers, qui veulent s'afficher dans les rues, dans le cadre de leurs activités professionnelles, le feront à leurs risques et périls. Il a fait savoir que ses hommes occuperont les rues de la capitale jusqu'à ce que Jovenel Moïse quitte le pouvoir.

On ne sait pas si la mort de Ti-Je portera Gougoy à changer ses plans. Surtout que, suite à l'opération ayant mis fin à la vie du chef de gang de Savane Pistache, la PNH a lancé une opération visant à capturer ou à mettre hors d'état de nuire les autres chefs et hommes qui évoluaient dans les rangs du gang de Ti-Je.

D'aucuns se posent des questions de la manière dont s'est déroulée l'opération contre Ti-Je. Comme, par exemple, la manière qu'a été effectuée la poursuite du bandit, qui a été, selon les déclarations de la Direction générale de la PNH, contraint d'« *abandonner ses pénates à pas feutrés* ». Ce qui laisse entendre que Ti-Je a été pris en chasse, de sa résidence ou de « *son entre* », à Savane Pistache, jusqu'à Delmas 83 où il a été intercepté et attaqué par les policiers qui l'attendaient déjà sur place. Il semble que l'opération, telle qu'elle est décrite officiellement, mérite des éclaircissements.

Réduire Ti-Je définitivement au silence

Aux yeux de la présidence et de ses proches collaborateurs, divulguer ces secrets au moment où les révélations du sénateur Jean Renel Sénatus font la une, dans l'opinion publique, en général, et les média sociaux, en particulier, constitue un grave danger. La décision a donc été prise de réduire Ti-Je définitivement en silence.

Dès lors, fait-on encore remarquer, un groupe du Palais national s'est réuni avec des hauts gradés de la PNH. Au cours des discussions qui se sont déroulées, ont été passées des instructions sur la manière d'intercepter et d'abattre Sony Jean.

La direction de la PNH dit-elle toute la vérité?

La direction de la PNH doit fournir d'autres explications, telle que, qu'est-il advenu des membres de la sécurité de Ti-Je qui l'accompagnaient, des personnes qui se trouvaient dans les véhicules qui l'escortaient; au noms de qui sont-ils immatriculés.

Il ose croire que son téléphone a été confisqué par la Police; il doit, sans aucun doute, livrer toute une cuvée d'informations. Des rumeurs laissent croire que la PNH a déjà découvert que Jea-Fritz Jean-Louis, homme lige de Martelly et proche de Jovenel Moïse, ancien directeur général de la Loterie nationale et ministre attaché à la primature auprès du CEP, lui a parlé à plusieurs reprises. Au fait, il aurait même avisé Ti-Je qu'il était la cible d'agents de la PNH envoyés pour le liquider.

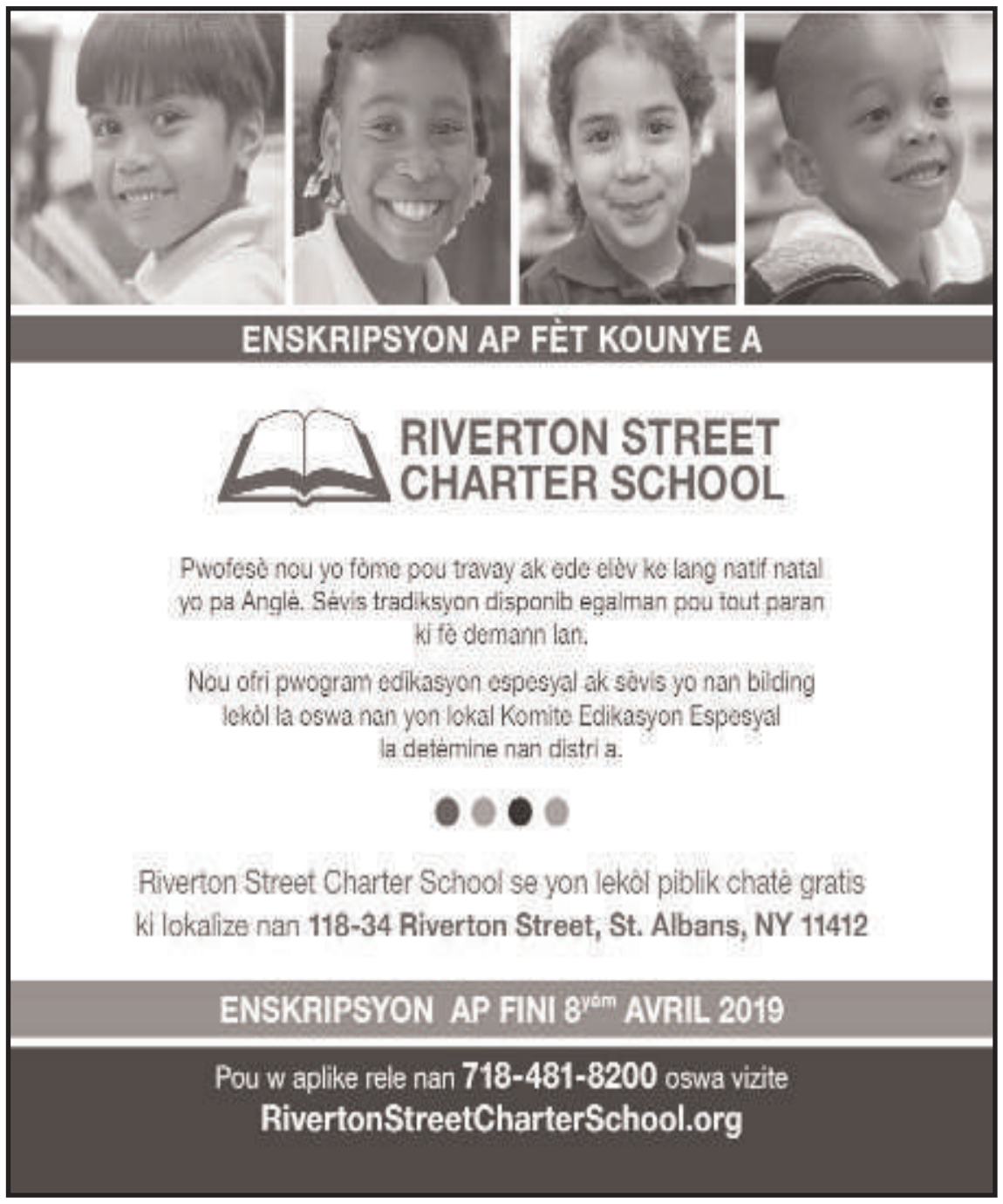
Présent dans le dossier des 7 mercenaires, réapparu encore dans l'affaire Ti-Je, la PNH semble avoir du pain sur la planche, histoire de déterminer pour qui Jean-Louis travaille. Pour Michel Martelly, Jovenel Moïse ou les deux à la fois.

M. Jean-Louis, on se rappelle, était l'un de ceux qui accompagnaient les 7 mercenaires qui avaient été arrêtés non loin de la Banque centrale. Gardés à vue, dans un premier temps, les six étrangers devaient être libérés sous l'ordre du ministre de la Justice agissant au nom du président Jovenel Moïse, de complicité avec l'ambassade des Etats-Unis. Dans le cadre de cette affaire, ne sachant dans quel sens le cas allait évoluer, Jean-Fritz Jean-Louis devait prendre la poudre d'escampette pour se réfugier en République dominicaine.

Tout ce qu'on sait de la mort de Ti-Je semble indiquer qu'on peut s'attendre à de nouveaux rebondissements à tout instant. Surtout que tout le monde attend pour savoir qui a joué quels rôles dans l'évolution, et l'entretien des gangs armés; aussi bien ceux qui ont agi comme receleurs pour les protéger contre la Police qui les recherchent activement.

Tout compte fait, dans l'opinion publique, on croit dur comme fer que Jovenel Moïse et ses hommes ont décidé de « *faire exécuter* » Ti-Je pour éviter qu'il ne soit en mesure de les dénoncer comme étant les alliés des groupes armés après ales avoirs créés.

L.J.



Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 8

Queens Village Primary Medical Care

Doctor on the go!

We come to you

We have brought back the good old days of the old-fashioned doctor house call, but with the latest in medical technology. We provide high quality expert health care to you in the comfort of your own home. You will receive the personal and compassionate attention that you deserve without the inconvenience, lengthy waits, expense of travelling, and exposure to other sick patients, all associated with doctors offices.

Providing high quality, comprehensive and compassionate care for over 30 years.

We offer the following comprehensive services:

- Annual medical Exams
- EKG
- Urine analysis
- PPD screening
- Vaccinations
- Vitamin B12 shots
- Screening for Diabetes
- Screening for Asthma
- Screening for Cholesterol
- Screening for sickle cell
- Screening and Treatment for Dementia
- Screening and testing for vascular disease and nerve pain

And many other Dx test and referrals

DOCTOR ON THE GO
To schedule a home visit
Call us at 347-952-4417
Or visit us at
www.doctoronthegp.com

Queens Village Primary medical Care
92-04 Springfield Blvd
Queens Village, NY
Phone: 718-465-3040 Fax:718-464-9063
Email: info@queensvillagemedicalcare.com

Aryel Nicoleau, MD, FACP, FAG
American Board of Internal Medicin
Certification in Geriatrics

SUR LA ROUTE DU CINÉMA

Au revoir à un immortel

Par Dan Albertini

Adieu à l'immortel M. de Sainte-Colombe qui a su réveiller les morts par le son de sa viole.

Que de fois, j'ai laissé planer le spectre du rejet des autres par Haollywood. Nous évoluons vers

Dan Albertini

notre esthétique stricte. Il faut cependant savoir permettre à l'autre d'enterrer ses morts. C'est la convention, elle est immortelle aussi. D'ailleurs « *chaque pays a son histoire d'Haïti* », c'est ce que voyait l'enfant à moitié endormi étudiant à la lueur d'une lampe à mèche dont la flamme vacillante offrait d'autres rimes, d'autres rêves, à Port-au-Prince. Quel beau rêve ! *Comprenez, la nuit le rêve est là où on change de personnage pendant le tournage, on change de visage sur la tête du personnage, quelle merveille, même éphémère c'est un droit.* Le père belge n'aimait pas ce récit quand étalait *cette nuit en plein jour,* la leçon révisée à coups de fouet derrières les jambes, quand dehors dans le voisinage immédiat nous savions que le *berger allemand* rodait dans les couloirs de la pénitence pour mauvais apprentissage. Ce sont eux qui ne respectaient pas la convention, l'exorcisme n'a pas marché, on nous a déportés, mais nous, nous envahirons, *c'est l'esthétique Haollywood.* Je sais saluer aussi la grandeur de l'autre et cela ne *nous* diminue pas, je reste vertical. Au revoir à un immortel !

Vous avez probablement vu le film *Tous les matins du monde*. Un chef-d'œuvre à mon avis. Par le fait de la musique de ses instruments, de son expression, mais surtout de sa culture. Monsieur de Sainte-Colombe est mort par la personne de Jean-Pierre Marielle. Ça n'est pas l'inverse. Vrai acteur de cinéma il a su *dire sur grand écran,* imposant le rythme du silence à l'élève Marin Marais devenu le maître. *Marielle a pourtant joué à hauteur de son standard*.

De Sainte-Colombe

Jean-Pierre Marielle l'a interprété, mais avec oh combien de talents, de majesté, il a incarné le personnage dans un rôle qui lui sied. *J'en ai parlé vers la fin 2011, je crois*. Un événement. Quand sa fille est morte aggravant le souvenir de sa jeune femme décédée par la maladie, *là*, Jean-Pierre Marielle livre un monsieur de Sainte-Colombe qui ébranle l'ordre des cimetières, ce qui dépasse la cour du roi. C'est-à-dire il fait remuer les pierres tombales sans effraction ni profanation. *De sa viole il a su réveiller les morts, ils sont réputés sans âme*. Ce que l'œil n'a point vu, pour qu'ils écoutent tandis que la vie qui vibre dans la viole est immatérielle, l'ouïe l'a vécu. L'histoire rapporte qu'il est la septième corde de la viole, cela vient de lui ainsi que *le beau port de main* que l'on connaît aux violistes, voyez-vous, le temps et demi de silence avant l'exécution (de la perfection). *Hommage à Jean-Pierre Marielle*.

Le tombeau des regrets

C'est ma scène préférée. Ce n'est pas une expression c'est une mer de souvenirs insaisissables par le fait de remords qui vous guettent parce que vous n'avez pas… ! Par exemple, la mort de Marie de Sainte-Colombe sa femme qui lui imposa un deuil ravageur au point de revoir son fantôme. Au son de la viole en douce voltige. Quel beau rêve l'œil ouvert tandis qu'il le ferme pour échapper à cette douleur. Paradoxe. De Sainte-Colombe pleure une fois de plus, mais de ne pas voir mourir sa fille dans son suicide. S'il n'aima pas la cour du roi au point de préférer se traiter de sauvage pour ne pas courber à la demande du monarque renforcée par l'abbé, il finit par se voir obligé. Se rendre réduire la peine de Marin Marais en internement musical à la cour. *Quelle belle peine, quand je pleure de mon âme je regarde tous les matins du monde* !

La caméra est fameuse ici, chez Alain Corneau, réalisateur, double hommage à Jean-Pierre Marielle, en partage avec lui. Allez voir JPM dans tous ses films, puis dans de Sainte-Colombe.

Merci d'y croire !

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 9

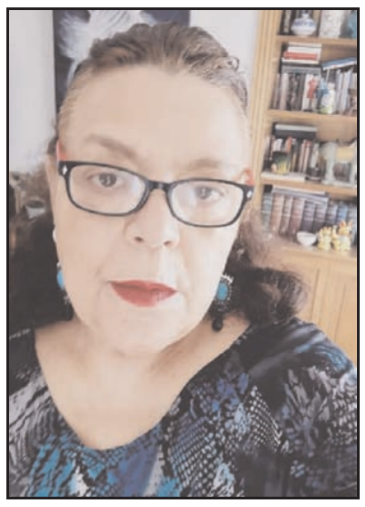
REGARD DE LA FENÊTRE

Les cathédrales ne doivent pas disparaître

Par Michelle Mevs

La cathédrale de Paris a disparue sous les flammes en ce mois d´Avril 2019 et l'émotion mondiale que cette tragédie a suscitée a fait les gros titres de la presse internationale durant plusieurs semaines exprimant condoléances et regrets à la France.

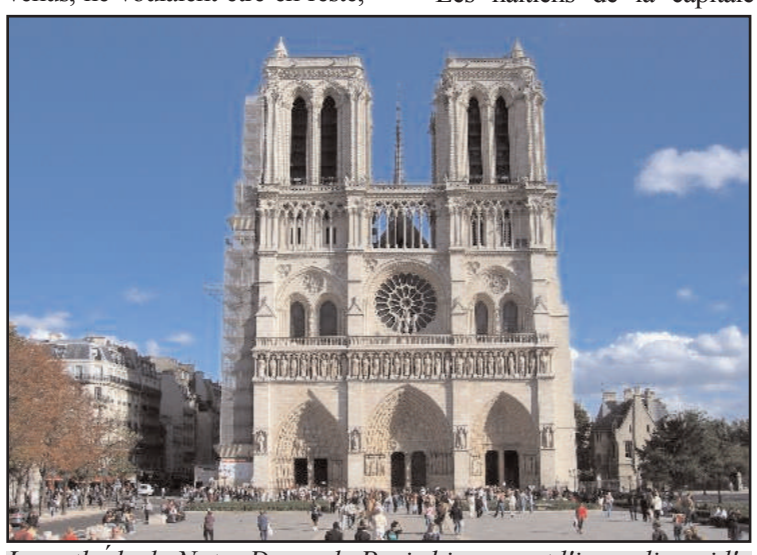
En revanche, nous avons entendu des voix discordantes sur les réseaux sociaux des haïtiens. Comment et pourquoi pleurer la disparition d´un édifice aussi vieillot alors que chez-nous nos cathédrales à Port-au-Prince avaient été déjà réduits en flamme en 1991 et écrasées en 2010. Les cloches fêlées, les orgues et vitraux disparus; ceci depuis plus de de neuf années.



Michelle Portes Mevs

Dans le même ordre d'idées, de nombreux internautes haïtiens se questionnaient : Comment comprendre cette richesse colossale de plus d'un milliard d'euros sortis des comptes en banque des plus riches sur ciel et terre ?

Même la contribution des classes moyennes françaises qui, pourtant, se plaignent de leurs revenus, ne voulaient être en reste, et les gagne-petit n'en voulaient pas se laisser exclure.



La cathédrale Notre Dame de Paris bien avant l'incendie qui l'a devastee.

Les contributions s'accumulent pour assurer que la reconstruction de ce patrimoine bien français soit entreprise.

Inconcevable pour de nombreux internautes de notre pays face aux besoins immenses des haïtiens.

Comment accepter que des gens meurent de faim en Haïti sans que la France et le CORE Group en fassent leur absolue priorité. Les français préféraient-ils s'investir en politique haïtienne, adressant leur thème préféré en mode intromission dans la politique sur le terrain en Haïti où pourtant logent des humains en détresse. L'aide de la France est-elle suffisante ? La solidarité humaine française ne semblerait pas concernée par Haïti outremesure.

Ce sont des questions du même acabit que traite le journal Mail & The Guardian de Johannesburg. « Journal appartenant depuis 2002 au patron de presse zimbabwéen Trevor Ncube. Résolument à gauche, le Mail & Guardian milite pour une Afrique du Sud plus tolérante ».

Et voici le point de vue à partir de d'Afrique du Sud selon leur éditorial intitulé : « *Notre-Dame : l'afflux de dons, une démonstration du privilège blanc*».

Pour ce journal sud-africain, cette vague de solidarité est révélatrice d'un certain parti-pris blanc se rapportant au thème de l'inégalité criante entre les pays lorsqu'ils doivent faire face à des situations de catastrophe...

Pour Haïti, où certains sont troublés par le niveau des contributions provenant du monde entier en faveur d'un édifice disparu dans les flammes.... Même réflexion entre Haïti et l'Afrique du Sud. Tout cet argent... pourquoi? mais l'incendie n'a pas causé de pertes en vie humaine, ni de blessés...

En revanche, la vie humaine des haïtiens devrait-elle compter si peu? Une vie haïtienne serait-elle poids-plume contre le poids des pierres d'une cathédrale à Paris. Paris pèse lourd... Et, tous reconnaissent que Paris c´est un lieu de gens importants, imposants; un centre mondial ou la civilisation pèse lourd par son histoire, sa cuisine, son industrie touristique. Une ville de richesses, du grand luxe, par contre Port-au-Prince Haïti….

Les haïtiens de la capitale devront se résigner sans cathédrale: Tandis que les institutions de l´église haïtienne n'ont pas les moyens d'entreprendre aucun projet de reconstruction tandis que l'État Haïtien est actuellement mise en faillite par l'infâme gouvernement PHTK. Conséquemment, ce n'est pas demain la veille que nous, les haïtiens, pourront dignement assister à une messe de Te Deum dans une cathédrale flambant neuf.

Or, La spiritualité des haïtiens est mondialement reconnue. Et pourtant, elle survit même si elle oscille actuellement de son socle moral et même religieux, d'où ce chaos qui nous préoccupe en Haïti.

Pour plus de clarté je décris ici ce qu´est la spiritualité. Elle se définit comme la vie de l'esprit; la qualité d'une personne ou d'un groupe attachée aux choses de l'esprit, de l'âme, aux valeurs morales et religieuses.

Faut pas croire que c'est la "misère" de longue-durée de la majorité de notre population tout le long de notre histoire qui est à l´origine de cette grande ferveur en nos cœurs et notre subconscient collectif. Nos « *esprits loas* », qu´elles soient les Erzulie ou notre Sainte Vierge Marie, notre Sainte Anne, ...Toutes les Notre Dame de l´assomption, du Mont-Carmel etc. sont au cœur de nos assemblées.

Les premières, nous les avons transportées dans notre mémoire depuis l'Afrique et celles proche du Christ, nous ont été apportées par des vagues de clergé voyageur et d'évangélistes européens. En symbiose voilà que le syncrétisme religieux s'exerce partout sur le territoire d'Haïti hier comme aujourd´hui. Les cathédrales, à quoi servent-elles ?

Ce sont d'abord des lieux de rassemblement du sacrifice sur l'autel envers un esprit bon comme le recommande La Bible depuis l´Exode 20:24 : « *Tu m'élèves un autel de terre, sur lequel tu offriras tes holocaustes et tes sacrifices d'actions de grâces, tes brebis et tes bœufs. Partout où je rappellerai mon nom, je viendrai à toi, et je te bénirai*.

« La cathédrale est toujours le siège épiscopal régional, considéré comme le signe et le symbole de la juridiction des évêques. La cathédrale n'est pas seulement une église dédiée au service du culte, elle avait conservé, surtout durant les premiers siècles du christianisme, le caractère d'un tribunal sacré, analogue à celui de la basilique antique. Ainsi, les cathédrales demeurent jusqu'au xiv^e siècle, des édifices à la fois religieux et civils ,etc. » (source Wikipédia).

Si je prends la peine de souligner cet aspect c'est pour mieux expliquer l'intérêt spirituel et concret qui animent les croyants pratiquant leur fois dans nos cathédrales.

Ces cathédrales, ces édifices majestueux d'un patrimoine sont chargés de sens religieux, architectural, artistique mais particulièrement historique et pour l'essentiel, notre passé se retrouve encapsulé dans ces édifices qui en même temps concrétisent la spiritualité, la foi, et l´amour des croyants envers eux-mêmes et leurs prochains.

En Haïti, je me souviens encore, de l'ancienne cathédrale de structure en bois, et d'ardoise, celle de Notre Dame de l'assomption St Jacques Majeur, autel de foi chrétienne et à la fois sanctuaire de magie vaudou.

Cet édifice pour notre malheur fut incendié et disparut dans les flammes durant la nuit sombre du 6 au 7 janvier 1991, conséquence d'une violence populaire des mains des Lavalas à la suite du coup d'État manqué de Roger Lafontant, un duvaliériste de la première heure. C'est dire l'importance que revêtait ce lieu du culte au niveau sociopolitique.

La, Cathédrale de Port-au-Prince, à côté de celle, coloniale, detruite par le feu allume par les partisans d'Aristide.

Ce fut là notre première peine, car cette cathédrale datant des temps anciens, de l'année 1771, au-delà de la foi qu'elle suscitait, était le dépositaire de tout sentiment patriotique de nos aïeux depuis Toussaint L'ouverture, qui y priait. Il s'agissait, non seulement de liberté, mais, avant tout, d'égalité en rapport à ce syncrétisme religieux qui est notre.

L'importance de nos cathédrales s'inscrit dans le témoignage qu'elle nous livre. Tout un pan de notre vie de peuple, de notre spiritualité, mais également de notre esprit patriotique dans la combativité.

La cathédrale Notre Dame de Port-au-Prince, Haïti, en ruine depuis le 12 janvier 2010.

Puis, en Haïti le séisme de 2010 nous frappa, détruisant la nouvelle Cathédrale Notre Dame d'Août ou de l´Assomption en notre capitale, Port-au-Prince.

La Cathédrale de Port-au-Prince traitée en parent pauvre

Au moment de sa consécration, en 1914, Haïti était soumis à la hiérarchie épiscopale française. A la fin des travaux sur la cathédrale de style néo roman de l´architecte français René Michel Ménard, le bâtiment était la plus grande structure du monde en béton armé; faite de matériaux qui, à l'époque, étaient supposément antisismiques.

La tragédie de l´année 2010: Notre pays fut endeuillé de la perte de plus de 200 000 de nos fils et filles, frères et sœurs; il y a également les handicapés qui devaient affronter les affres de démembrements et perte de fonctions.

L´aide internationale ne manqua pas d´affluer. Si nous avions reçu des dons, ils n'étaient nullement désintéressés. D´autant plus que sur chaque dollar seulement quelques centimes étaient destinés concrètement au fonds pour la reconstruction.

Les édifices de toute catégorie, les maisons, en béton majoritairement, s'écroulaient et furent réduit en poussière. Notre vie de tous les jours s'en verrait affectée jusqu´à aujourd´hui.

Notre avenir est hypothéqué non seulement dans la pratique matérielle, mais notre spiritualité en est vivement ébranlée : Comment les esprits et les saints — tous protecteurs — avaient-ils pu permettre une destruction pareille ? Et Dieu lui-même nous punissait-il d'une faute nationale ?

Paris, France : Plus récemment j'assistais en direct, quand, en avril 2019 « la flèche de la cathédrale Notre-Dame de Paris, dont l'existence date de 1163, soit le XIIe siècle, ce symbole de la chrétienté à l'époque de Louis VII — pour la France et le monde — s'écroulait, dévorée par les flammes…

Le monde perdait l'un de ses édifices les plus symboliques de notre humanité... ». L'émotion gagnait les français et, le monde entier participait de ce deuil d'un patrimoine unique au monde. Les leaders du monde entier faisaient part de leur sympathie envoyant leur condoléance à la France.

« Et les dons affluèrent. Les fonds destinés à la reconstruction, atteignant la somme de 650 millions d'euros en quelques heures à peine, dès le lendemain du sinistre ». (Source Guardian Johannesburg).

Si l'Haïtien ne vit pas seulement de pain mais également de spiritualité, et, quand il n'a pas de pain, c'est l'espoir qui le tient debout. Aussi, pas étonnant que cette spiritualité préexistante en Haïti s'accentue aujourd´hui dans une quête quotidienne de réponses par la prière. Elle mobilise dans ses multiples croyances l'homme haïtien et particulièrement la gente féminine.

La cathédrale haïtienne symbolise le rassemblement autour du christ, symbolise et le lieu de réunion en osmose avec l'identité haïtienne dans son cadre religieux, politique, mémorielle, culturelle.

Le Guardian de Johannesburg a jugé bon d'expliquer : « *La France a " le luxe de relever la tête "* ». Ce qui signifie que la

Suite en page 12

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 10

ÉDITORIAL

Avec Jovenel Moïse, le pays chemine vers la catastrophe

Depuis plusieurs mois, les journalistes, éditorialistes, critiques, leaders politiques et membres de la société civile ne cessent d'attirer l'attention de Jovenel Moïse et son équipe sur les graves périls qui menacent le pays. Mais, comme toujours, le président haïtien pratique la politique de l'autruche, refusant de voir ou de comprendre les périls qui se profilent à l'horizon. Prenant la période d'accalmie constatée après les émeutes des 6, 7 et 8 juillet 2018, suivies des périodes chaudes suscitées par la mobilisation des Petrochallengers, pour un retour à la normalité, le chef de l'État s'installe langoureusement dans l'immobilisme. Alors que la crise en cours, depuis plus d'un an, s'aggrave davantage, au point qu'aujourd'hui son administration est confrontée à plusieurs défis majeurs, en même temps, pendant qu'il est à bout de moyens d'écarter aucun d'entre eux.

En effet, dans l'histoire récente du pays, aucun président avant Jovenel Moïse n'a été vilipendé, pris à partie, ridiculisé et dénoncé comme incompétent et inapte à la fonction qu'il occupe autant que lui. Le fait de continuer, par sa gestion calamiteuse de la chose publique, à enfoncer le pays davantage dans l'abîme, ne fait que donner raison à ses détracteurs. Puisque, d'un jour à l'autre, la situation socio-économique se dégrade à un rythme époustouflant ayant son impact sur différents secteurs de la vie nationale. Jovenel Moïse et son gouvernement sont générateurs de misère, de chômage, de la vie chère et de l'inflation, et dont les politiques entraînent des calamités de toutes natures sur la nation.

Fondamentalement économique, la crise engendrée par l'équipe au pouvoir se décuple à la vitesse du son et explose, désormais presque ensemble, sans qu'on ait même le temps de les énumérer. La dégradation des conditions de vie des citoyens, particulièrement des couches défavorisées, mais aussi bien de ceux de la classe moyenne, est omniprésente.

Certes, comme cela est constaté, quasiment au jour le jour, la politique économique de l'équipe au pouvoir entraîne le recul de la monnaie nationale par rapport au dollar américain. On parle déjà d'un taux d'échange de la gourde de plus de 88 pour un dollar américain. Dans la mesure où Haïti dépend de plus en plus de produits importés, le prix de ces derniers augmente proportionnellement au fur et à mesure de la flambée du billet vert.

Commencée sous l'administration Moïse-Lafontant, on s'en souvient, à la suite de l'augmentation drastique, et unilatérale, des prix du carburant, la crise s'est aggravée sous le gouvernement Jovenel-Céant. La tendance s'est encore maintenue avec plus d'acharnement, au départ du notaire Céant. Pratiquement sur pilotage automatique, avec un Premier ministre nommé, mais laissé pratiquement sans affaires courantes à gérer, c'est la descente aux enfers. Ces trois dernières semaines se sont révélées encore plus funestes pour l'économie du pays.

En clair, les consommateurs haïtiens subissent le choc, de jour en jour en permanence, de la crise de produits pétroliers suscitée, non seulement par la baisse systématique de la valeur de la gourde, mais encore, et surtout, par la politique fiscale et économique de Jovenel Moïse dont le modèle ne se base sur aucun système en vigueur nulle part dans le monde. Il s'agit, tel que nous l'avons répété, encore et encore, ici, à *Haïti-Observateur*, de rogner sans ménagement sur les allocations destinées à certains ministères dans le budget national. Une situation qui provoque un manque à gagner à tous les niveaux de l'administration publique. À force de répéter cette pratique, le déficit budgétaire qu'elle entraîne, s'ajoutant à la baisse des exportations, met le pays en mal d'argent vif.

Avec un régime de Jovenel Moïse pratiquement en banqueroute, on ne peut prévoir à quel moment viendra le soulagement. Surtout que la crise politique née du renvoi du Premier ministre Jean Henry Céant freine les activités gouvernementales. Avec la ratification de Jean Michel Lapin par le Parlement en doute, il semble que la bouffée d'oxygène sur laquelle comptait Jovenel Moïse soit en péril, ne serait-ce à titre provisoire.

En tout cas, le premier décaissement de USD 45,3 millions $ que devait effectuer le Fonds monétaire international (FMI) en faveur du Trésor public, au mois de septembre, dans le cadre de l'application du Staff Accord portant sur USD 229 millions $ au total, sur trois ans, est laissé en suspens. En tout cas, Chris Walter, représentant de cette institution, a déclaré que l'accord relatif à ce prêt ne sera pas mis en application dans le délai initialement indiqué. Selon lui, l'Accord en question ne sera pas soumis au Comité ayant la responsabilité de l'entériner avant l'entrée en fonction d'un Premier ministre définitif. Autant dire, les opérations relatives au Staff Accord ne seront pas lancées tant que le gouvernement ne soit installé, et le profil de la prochaine administration dessiné. Que dire encore ? La Banque interaméricaine de développement (BID), à l'attente du FMI, a aussi gelé un prêt de USD 41 millions déjà approuvé. D'autres partenaires, telle l'Union européenne, sont aussi dans l'attente de la décision finale du FMI.

La répudiation de Jean Michel Lapin par le Parlement étant une vraie possibilité, Jovenel Moïse se verra obligé de nommer un nouveau Premier ministre, dont le processus de ratification prendra encore quelque temps. Si la mise en application de l'Accord sur le Staff Management ne peut être lancée, comme prévu, en septembre, il y a fort à parier que le soulagement qu'attend Jovenel Moïse, dans le cadre de ce processus, ne vienne que très loin en 2020.

Au train où chemine la politique — ou la non politique — de Jovenel Moïse, il faut se demander si l'équipe au pouvoir saura éviter la catastrophe qui s'annonce. Avec les gangs armés, qui menacent de tout chambouler, en sus des crises en cours en même temps, il y a lieu de craindre qu'une nouvelle vague d'agitations politiques ne mette en péril le reste du quinquennat de Jovenel Moïse.

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Sème étage
Port au prince, Haïti
tél. (509) 223-0787 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haiti CR Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valliaud
13 K Avenue Raidheaths, 81 Rt Apt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
48.00 $ U.S. pour six (6) mois
90.00 $ U.S. pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
553.00 FF. pour six (6) mois
1005.00 FF. pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
$73.00 US. pour six (6) mois
$160.00 US. pour un (1) an

EUROPE
73 EUROS. pour six (6) mois
125 EUROS. pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse:
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 11

EDITORIAL

With Jovenel Moïse at the helm, the country is heading towards disaster

For several months, journalists, editorialists, critics, political leaders and members of civil society have attempted to draw the attention of Jovenel Moïse and his team to the serious dangers facing the country. However, as always, the Haitian president, burying his head in the sand, has refused to see or to understand the dangers on the horizon. After the riots of last July 6-8, followed by the hot periods of mobilization triggered by the Petro-Challengers, there has been an apparent calm falsely interpreted by the Head of State as a return to normalcy. Thus, he lulls himself in stillness, doing practically nothing. Meanwhile, the permanent crisis, evolving for more than a year, is getting worse. So much so that his administration is facing several major challenges, all at the same time, with no way to dismiss any of them.

Indeed, in Haiti's recent history, no president before Mr. Moïse has been vilified, attacked, ridiculed and denounced as incompetent and unfit to be in the position he holds as much as he does. And he proves his detractors to be right through his disastrous management of public affairs. With each passing day, the country is being driven further into hell. The socio-economic situation is deteriorating at a breathtaking rate, impacting different sectors of national life. President Moïse's administration breeds poverty, unemployment, ever higher cost of living and inflation. Needless to say, it's a calamitous situation for the whole nation.

Fundamentally, it's an economic crisis caused by the inaction of the ruling team. On top of each other, the problems keep piling up, at the speed of sound, one would say. There's scant time to list all of them. But the deterioration in the living conditions of the citizens tells it all. It's particularly painful for the disadvantaged masses and the ever-dwindling middle class isn't spared.

Admittedly, as has been observed, almost on a daily basis, the economic policy of the ruling team has caused the national currency to decline against the US dollar. Now we're reaching the exchange rate of 88 gourdes to one dollar. Considering that Haiti depends more and more on imported products for consumption, their prices increase proportionally as the greenback rises.

As we all remember too well, this descent into the abyss began under the Moïse-Lafontant administration, following the drastic and unilateral fuel price increases. The crisis, which worsened under the Jovenel-Céant administration, has metastasized, so to speak, in less than two months since the Notary Public Céant was unceremoniously booted out. Nothing is being done, as if the country were on autopilot with an appointed Prime Minister left with virtually no current business to manage. The last three weeks have been even more devastating for the country's economy.

Clearly, Haitian consumers are suffering the daily shock as the worsening fuel crisis causes blackouts affecting the capital. Then there is the systematic decline in the value of national currency. But above all, the fiscal and economic policy of President Moïse is unique, based on no model in existence anywhere in the world. Repeatedly, here at the *Haiti-Observateur*, we have railed against drastic cuts in allocations to certain ministries for the benefit of the president's pet projects. By this process, he's carrying out embezzlement at the expense of the national budget. That has caused a loss of income at all levels of public administration. Such practice has led to budget deficits while employees go months without pay. Also, a decline in exports has affected cash flow. Haiti is going bankrupt.

In such a situation, one wonders wherefrom the Moïse regime will find relief. All of a sudden, it's dawned on them that the dismissal of Prime Minister Jean Henry Céant has caused a slowdown in government activities. With Parliament ratification of Jean Michel Lapin in doubt, the breath of fresh air that President Moïse expected is being held up, if only temporarily.

In any case, the first disbursement of $45.3 million expected in September from the $229 million no-interest three-year-loan of the International Monetary Fund (IMF) is in jeopardy. Reportedly, the Staff Agreement cobbled with the Céant team, a week prior to his fall, was pending on a decision of the IMF Board. The day after Mr. Lapin was designated as interim Prime Minister, Chris Walter, the representative of the FMI, said the loan package would not be presented to the Board for ratification until a new Prime Minister is approved and his financial policy is known.

Need we say more about the delay regarding the financial fresh air expected by President Moïse? Oh, yes, the Inter-American Development Bank (IDB) is also holding up on a $41-million-loan that was already approved and which was about to be disbursed. Other partners, like the European Union, are also awaiting the IMF Board's decision.

There's a distinct possibility that Jean Michel Lapin may not get Parliament's approval. In that case, President Moïse will have to appoint a new Prime Minister, whose ratification process will take some time. If implementation of the Staff Management Agreement cannot be launched in September, as was previously planned, President Moïse's relief may come quite late in 2020.

At the rate at which President Moïse's politics — or non-politics — are progressing, it's fair to ask whether the ruling team will be able to avoid the disaster that is looming. With armed gangs threatening to turn everything upside down, in addition to the various crises underway at the same time, a new wave of political unrest could well jeopardize the remainder of the Head of State's five-year term.

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 12

REGARD DE LA FENÊTRE

France et ses habitants peuvent s'offrir le luxe de relever la tête après une catastrophe, et qu'une tragédie qui touche la France sera partagée par le monde entier comme si tous étaient affectés. C'est une démonstration du privilège blanc à une échelle internationale.

Non que cela doive modifier notre réaction à l'incendie de Notre-Dame. Cela devrait en revanche avoir une influence sur notre réaction la prochaine fois que le feu ravage un musée dans une ville qui n'est pas aussi riche ou glamour que Paris.

Cela devrait influencer la façon que nous avons de réagir aux catastrophes naturelles, qui risquent fort de se multiplier et de gagner en intensité avec l'aggravation du changement climatique — lequel frappera sans doute plus durement les pays en développement. Cela devrait modifier immédiatement notre réaction au cyclone en Afrique australe, à la sécheresse en Afrique de l'Est, et aux inondations en Asie du Sud.

Si tel était le cas, « *ce serait un accomplissement digne d'éloges, à même de compenser la perte de la flèche de la cathédrale, qui s'est abîmée dans le brasier* ».

Et oui on aurait voulu reconstruire la cathédrale de Notre Dame nationale sis à Port-au-Prince. Bien malheureusement il y a eu et il y a encore d'énormes contingences, bien d'autres priorités.

En ce sens, je cite la bible: Hélas, une fois le Messie rejeté, le temple où ils étaient heureux de se retrouver devra être détruit pierre par pierre, la maison laissée déserte (Matt. 23). Toutes choses alors sont faites nouvelles, car Celui que son peuple a rejeté est fait Seigneur et Christ, et « *nous voyons Jésus glorifié* ».

Dans une plus large perspective, le monde contemporain, l'extrême droite qui s'établit fait dans l'idéologie que la puissance force le respect.

Après que les étrangers aient décidés que seule l´athéisme, agnosticisme, était correcte, était cartésien et signe de civilisation. Le désert, le néant partant de cette négativité-choisie enfante le désespoir. J'ai constaté que les générations actuelles recherchent un ancrage dans la spiritualité, d'où une jeunesse en partance au loin pour se convertir dans l'une ou l'autre des religions, islamique ou autres.

Nonobstant, le sentiment attachant que la population française a démontré lors de l'incendie de Notre Dame de Paris était fulgurant. Preuve que l'émotion et la transcendance de la spiritualité fonde l'humain.

Emmanuel Macron mis en situation de se montrer humaniste

En France le jeune président Emmanuel Macron, économiste et banquier, a voulu bien faire et activait avec force et vitesse la réforme du système français. Mais voilà que les gilets jaunes lui ont rappelé que l'homme est, avant tout l'objet de tout progrès; que le modèle d'un pays puissant et riche ne servait pas à grand-chose s'il ne faisait pas du bonheur des Français l'objectif essentiel de sa réforme. Commençant par les impôts, qui pèsent sur les classe laborieuse, les retraités et ceux d'en bas.

Le mal vient de l'exclusion et de la volonté de l'homme d'avoir toujours raison sur les autres, d'établir la puissance de ses propres croyances sur toute autre. Nonobstant ce que les gilets jaunes pensent de lui, Emmanuel Macron a profité de la destruction de Notre Dame de Paris pour afficher son humanisme et son sens du devoir.

Et l'inégalité est renforcée quand un groupe jouit d'un privilège sur tout autre; avantage qui ne peut être nivelé alors qu'il n'est pas justifié. Que ce soit en religion ou en politique, cette ambition est néfaste. Le mal vient des faux-prophètes qui se sont engouffrés dans la brèche de la souffrance, en Haïti, tandis que les réponses ne se font pas entendre.

De la marchandisation des églises, de telles assemblées que nous constatons; de la prolifération des églises aux pasteurs n'ayant pas étudié la théologie à fond, mais parce que populaires, font dans les déclarations aberrantes et blasphématoires. Ce n'est que manipulation et banditisme.

Le mal vient de cette mode tartuffe, de la posture hypocrite de nos concitoyens de parader et de déblatérer sur leur haute religiosité. À titre d'exemple, on a entendu un homme d'affaires trop insister sur sa foi et ses bonnes œuvres, afin de se défendre de critiques.

Syncrétisme : Le syncrétisme religieux entre le christianisme du Blanc et le vaudou du Noir, cette résistance, cette ouverture d'esprit, cette stratégie d'inclusion pour la survie peut-elle servir de modèle pour évoluer dans notre contexte d'insécurité locale et la mouvance typologique de politique américaine comme mondiale ? C´est là que notre objectif socio-culturel devrait s´exprimer.

N'oublions pas que la morale comme l'éthique ne proviennent pas exclusivement d'une religion bien spécifique, qu'elle soit chrétienne ou vaudou, ou islam, etc.…, mais, est un fil tiré de la foi en quelque chose de bon et de bien, d'une volonté de respect et d'amour. C'est, en revanche, un enseignement contenu en de nombreuses religions...

Et dire que nous aurions pu avoir prodigué un peu d'amour et de financement à cet édifice symbolique en exécutant, en 2012, le projet de Cardona, un architecte portoricain dont l'église catholique devait être le maître d´œuvre, mais pas seulement, le Vatican le gouvernement, ou la classe des riches et croyants haïtiens

Hélas, l'indécision de l'Église catholique, qui n'a su ou pu se pourvoir en sources financières, ou de l'État haïtien, qui accordait peu d'importance à ce projet, tandis qu'il se trouvait confronté à la situation catastrophique post-séisme 2010. Qu'est-ce-qui a prévalu sur l´amour ? L'incompréhension peut-être ?

Le mal occupe l'espace du pays, empruntant le masque de l´oubli quant à ce patrimoine national que sont nos cathédrales; celle détruites et celles qui croulent pour cause de réparations négligées ou ignorées.

J'ose penser que la déduction des taxes aura été une incitation majeure pour les milliardaires français se faisant donateurs aux fonds de reconstruction de la Cathédrale Notre Dame de Paris. Cette politique permet 60 % de dégradation sur le montant des sommes avancées pour un projet de reconstruction de patrimoine.

Un apport en financement pour la reconstruction de notre Dame de L´Assomption, à Port-au-Prince, aurait probablement été possible pour Haïti, à condition que le modèle français, pratiqué également aux États-Unis d´Amérique, soit légalement mis en place chez-nous, en Haïti. En préliminaire, il faudrait que les plus riches mettent de l'ordre dans leurs affaires, qu'ils fonctionnent dans la légalité, du moins au plus près de celle-ci. De plus, que les autorités de l'État haïtien fassent un effort pour motiver le citoyen investisseur, au lieu de le menacer à tout moment de pression et de procédures pénales. Que ce genre de financement soit possible ou fonctionnel !

Entretemps, Notre Dame de l´Assomption ne s'est pas encore relevée de la poussière.

M.M.

Plus d'un milliard d'euros de dons ont déjà été récoltés pour reconstruire la cathédrale parisienne dévastée par un incendie. Pour ce journal sud-africain, cette vague de solidarité est révélatrice de l'inégalité criante entre les pays lorsqu'ils doivent faire face à des catastrophes.

Sa destruction a suscité un immense chagrin et un élan de sympathie et de soutien. Les dirigeants de la planète se sont empressés d'exprimer leurs condoléances. Sur tous les continents, les journaux en ont fait leur une. Et les dons ont afflué sur le fonds destiné à la reconstruction, atteignant la somme de 650 millions d'euros en quelques heures à peine, dès le lendemain du sinistre. Une expression extraordinaire de solidarité, sans précédent, suite à un désastre qui n'a fait ni morts, ni blessés. Mais alors que les réactions de deuil se multiplient. Cet article a été publié dans sa version originale le 18/04/2019.

Source : Le site en ligne donne accès gratuitement à l'ensemble des archives du *Mail & Guardian,* ainsi qu'à des articles d'actualité écrits pour le web. En outre, les articles sont accompagnés de nombreux liens renvoyant à d'autres publications africaines. Sans doute, l'un des sites les plus riches du continent noir.

Paysannerie haïtienne et le triangle du K.O.

Abner Septembre *

Le triangle du K.O. est une toile tissée par le système dominant (l'État, l'élite et l'international), pour retenir et étrangler la paysannerie. On est bien sur un ring où le rapport de force est inégal et où règne la loi de la jungle semant le chaos. Le citoyen a besoin de s'interroger sur cette organisation criminelle, de dénoncer et de neutraliser son mode opératoire, afin d'édifier un autre système qui fera décoller le pays et apportera à ses habitants dignité, humanité et bien-être.

La situation

Les dents de la mort du système

La relation qu'entretiennent ces 3 acteurs avec la paysannerie est bâtie sur l'exploitation et l'injustice, une violence impitoyable qui se manifeste sous plusieurs formes. C'est « le pays en-dehors », parce que cette paysannerie est maintenue dans l'ignorance, la marginalisation et la dépendance. C'est l'âme damnée du système, parce que « la paysannerie est assujettie à la dictature stérile d'une poignée de négociants, pas toujours d'origine haïtienne, alliés à des politiciens et à des fonctionnaires corrompus. » [Pierre Pluchon ; p. 377]. L'État assure cette domination par les lois et la coercition [Walner Osna]. Le Code rural de Jean-Pierre Boyer est l'expression la plus éloquente de cette volonté d'asservissement de la paysannerie, au profit d'une oligarchie en même temps complice des intérêts de l'international dans le but de pérenniser sa domination.

Déstabilisation spirituelle

Sous la présidence d'Élie Lescot, la paysannerie a subi en outre une violence spirituelle très marquée. De mèche avec l'Église, le gouvernement a entrepris, de 1934 à 1942, une vaste campagne contre le vaudou, dite campagne des « rejetés ». Si l'église s'est indigénisée sous le régime de Duvalier, ce n'était pas pour faire disparaître cette violence contre la culture paysanne foncièrement vaudou. L'église catholique restait la religion officielle et a gardé ses leviers de domination. Celle-ci a pris plus tard la forme d'une évangélisation agressive, notamment par l'église protestante en Haïti. Sa pénétration en profondeur couplée aux actions humanitaires des institutions internationales semble finalement vaincre la capacité d'autonomie et de résistance des paysans. Peu à peu, ces derniers sont formatés en mode de résignation et d'attentisme, et deviennent presque totalement dépendants.

Désintégration sociale et mise à genoux de l'économie rurale

A cela s'ajoute le processus de désintégration du monde rural, en particulier du lakou autour duquel s'organisaient l'unité familiale et la solidarité. Différents mécanismes d'ordre économique et politique expliquent cette dislocation sociale. Tout d'abord, on peut considérer l'accord entre les États Haïtien et Dominicain pour l'envoi de main-d'œuvre haïtienne, composée en particulier de paysans, dans les champs de canne en République Dominicaine. En second lieu, il y a la pression exercée par le système sur les paysans, sous plusieurs formes : spoliation de terre, exploitation et répression. La paysannerie était sous coupe réglée des chefs de section, des paramilitaires et d'autres espions. L'État était présent en milieu rural pour veiller en particulier sur la culture du café qui lui rapportait des devises et pour barrer la route aux opposants du régime en place. D'autres pratiques liées à des motifs politiques consistaient à amener les paysans à la capitale, munis d'un aller simple.

En troisième lieu, c'est la mise à genoux de l'économie rurale par différentes mesures imposées par l'international, entre autres d'ajustement structurel, d'abattage des porcs, de retrait de l'État de l'économie du café, au profit de l'industrie d'assemblage et de l'importation. Après 1986, c'est la bamboche démocratique qui allait avoir un impact négatif sur l'économie rurale et l'environnement. Le *pèpè* envahit le territoire et met hors-jeu les petits métiers. La contrebande et le dumping de produits étrangers sur le marché local allaient sonner le glas de l'agriculture paysanne, tout en modifiant les habitudes alimentaires. Ainsi, Haïti est devenu un pays non seulement dépendant à plus de 52 % de l'importation pour nourrir sa population, mais aussi un pays dont près de 50 % (soit 49,8%) de la population haïtienne du milieu rural vivent dans l'insécurité alimentaire aiguë [CNSA].

Une paysannerie laissée pour compte

Depuis 2004, il est établi que la pauvreté en Haïti est rurale [Carte de pauvreté d'Haïti]. Elle l'est encore davantage dans les montagnes qui représentent 75% du territoire et abritent une part importante de la population rurale. Si ce constat n'est pas propre uniquement à notre société, par contre en Haïti la pauvreté est infrahumaine et le résultat volontaire de la politique du triangle du K.O. La paysannerie est abandonnée : aucune présence policière, faiblesse des services sociaux (*école, santé, eau potable et assainissement*) là où un minimum existe, absence d'état civil, faible accès à l'énergie, aux infrastructures routières et de loisirs, etc. Ce tableau dressé par EMMUS VI (2016 – 2017) permet d'apprécier le déséquilibre entre l'urbain et le rural, et surtout de comprendre pourquoi quelqu'un qui est né et vit en milieu rural soit plus susceptible d'être pauvre que son compatriote en milieu urbain.

Exode rural, un piège du système et paradoxe de conséquence

Évidemment, ces conditions précaires en milieu rural vont pousser à l'exode massif des paysans. D'une part, il y a l'émigration vers l'étranger : « *boat people* » et « *fly people* ». D'autre part, il y a l'exode vers les villes proches et vers la capitale, alors qu'aucun cadre d'accueil approprié ne les y attend. Ils s'installent dans des ghettos ou bidonvilles, plus proches certes des services, sans pouvoir par contre en jouir

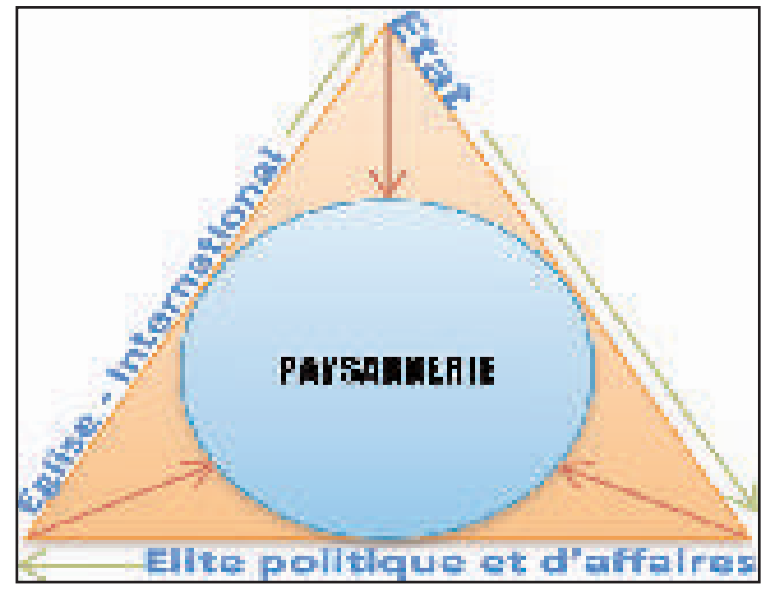
Suite en page 13

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 13

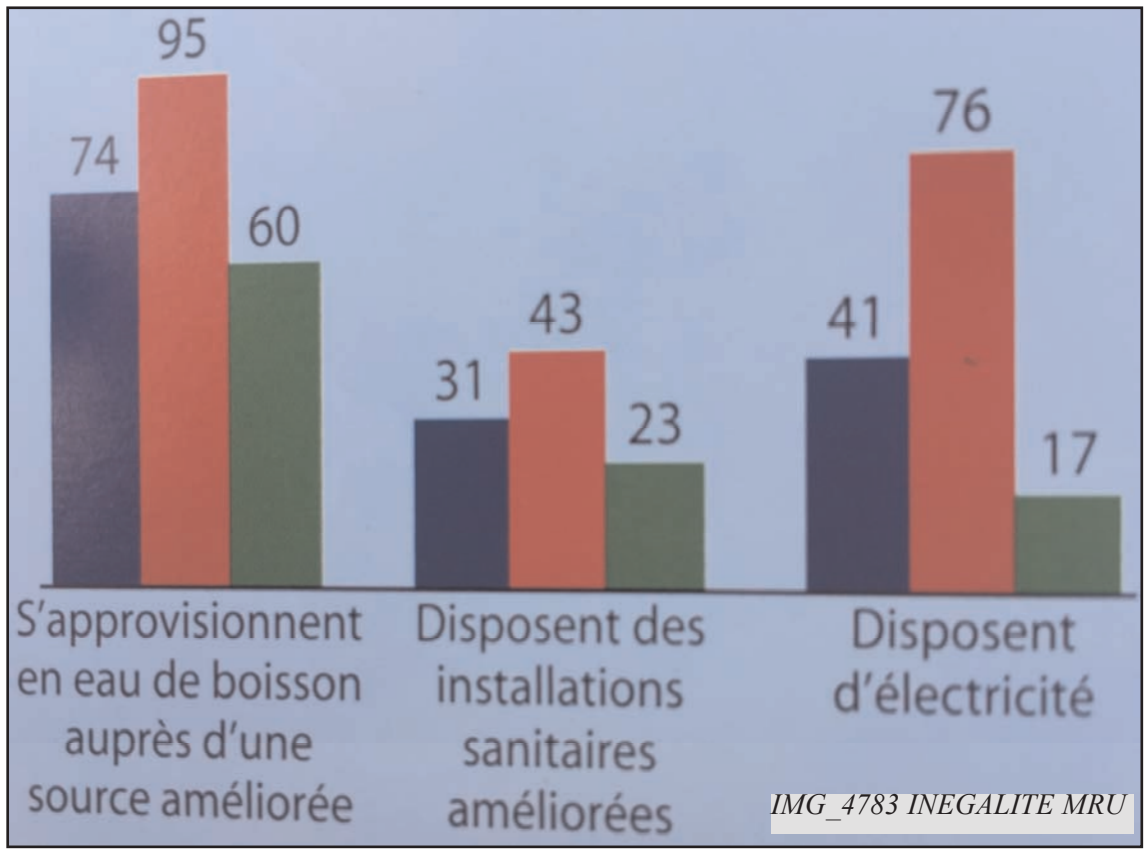
Paysannerie haïtienne et le triangle du K.O.

Suite de la page 12

pleinement faute de moyens. Ils deviennent des proies faciles pour les élites politiques et d'affaires, respectivement qui les recrutent dans les manifs et dans le commerce informel pour écouler sur les trottoirs et dans les rues des produits étrangers importés dont ils sont aussi consommateurs. Durant les 40 dernières années, la lutte politique se passe dans la rue. Les protagonistes font appel à ces bras pour manœuvrer, voire pour armer une partie d'entre eux. Ce qui débouche sur la prolifération de gangs armés qui terrorisent la population, qui rythment la vie dans la capitale et qui portent les États-Unis à mettre Haïti au niveau



SCHEMA TRIANGLE DU KO



IMG_4783 INEGALITE MRU

d'alerte #4, tout en ajoutant le risque d'enlèvement ou de kidnapping. Ces migrés ruraux dans les villes ne sont pas à prime abord des citadins, mais des paysans dans la ville. Quand ça va mal, ils retournent toujours à la campagne pour y passer un temps, trouver les moyens pour recommencer ou se faire soigner, voire pour mourir. Tout cela est la conséquence logique et directe du système dominant, de son mode opératoire qui épuise, frustre et désenchante.

Les résistances de la paysannerie

Cependant, la paysannerie haïtienne n'a jamais été un enfant docile, dépendant et résigné. Au contraire, elle a toujours été une société en rébellion contre ce système basé sur la servitude. De l'indépendance à la fin de la première moitié du 20e siècle, elle se retrouve tant dans le mouvement insurrectionnel de Goman dans la Grand-Anse, que dans celui des Piquets dans le Sud avec Jean-Jacques Acaau et des Cacos dans le Centre avec Charlemagne Péralte. Cette résistance armée de la paysannerie s'est aussi exprimée ou manifestée sous d'autres formes.

À chaque adversité, elle a inventé des réponses pour y faire face. Par exemple, pour affronter l'hostilité de son nouvel environnement de montagne, elle a recouru aux médecines traditionnelles, pratiqué la croissance démographique et développé la polyculture. Comme mode de coopération pour travailler la terre, elle a mis en place un système d'entraide et de solidarité, qu'elle appelle le combitisme. Le langage codé appelé « *pale daki* » et les proverbes, le marronnage et la méfiance deviennent une stratégie de survie face à la cupidité des acteurs du triangle du K.O. C'est pourquoi lors d'un recensement, elle se garde de dire toute la vérité. Comprenant au fur et à mesure que son salut réside dans l'éducation, elle cherche dans un premier temps à pousser l'un des enfants. Puis, elle s'y investit pleinement, expression de sa volonté d'inclusion et de progrès. Vu que l'Etat n'assume que très peu ses obligations, la paysannerie se donne ses propres instruments organisationnels pour assurer le progrès de sa communauté. Elle se défonce dans l'informel, à l'instar des femmes commerçantes appelées « *madàn sara* » qui sillonnent les marchés villageois. Pour échapper au taux très élevé du système financier formel, elle s'organise en tontine et en mutuelle, etc.

Portes de sortie

Face à ce système infernal, quel choix la paysannerie a-t-elle : se soumettre en résigné ou se battre pour le renverser et le faire disparaitre à jamais ?

L'élite politique fait preuve d'incapacité à s'asseoir ensemble pour dialoguer, et davantage encore à satisfaire les désidératas du peuple en général et de la paysannerie en particulier. Le but que poursuit cette élite est l'enrichissement rapide et la jouissance des privilèges inhérents au pouvoir qu'elle croit en même temps lui garantir l'immunité. L'élite des affaires ne jure que par ses intérêts mesquins au mépris des besoins du pays et attentes de la population. Elles sont en fait les deux faces d'une seule et même pièce de monnaie, dont la logique est l'accumulation de la richesse sur le dos du peuple.

En même temps, dans ce jeu machiavélique qui perdure déjà trop longtemps, le centre du pouvoir glisse petit à petit au profit de la rue qui commence à dicter sa loi et à transformer le pays en un état voyou. L'Etat a encore la possibilité de restaurer son autorité, à condition qu'il ait la volonté d'instaurer un état de droit et la capacité de mettre en place une gouvernance juste et équitable, éloignée de tout populisme et de toute ambivalence pour camper une Haïti où se conjugue vraiment l'intérêt de toutes les couches sociales. Les élites politiques et d'affaires peuvent aussi se rattraper si, au lieu de reproduire les tares du système esclavagiste français, elles font preuve d'élan patriotique et de grandeur d'âme à l'instar de ces nantis français au lendemain de l'incendie de la cathédrale Notre Dame de Paris.

L'histoire des luttes armées auxquelles la paysannerie a pris part, marquées en général du sceau de la revanche, montre que ses tentatives se sont soldées par un échec, le rapport de force ne lui étant pas favorable. Elle montre aussi que sa participation dans les luttes politiques contre les régimes en place, quel que soit l'aboutissement, ne lui apporte pas grande chose. Pour soigner réellement sa condition, il lui appartient de changer de paradigme, de telle sorte que « *les armes se taisent devant l'idéologie* » et qu'émerge dans une alliance stratégique un autre leadership. Il s'agit d'un leadership qui transforme l'Etat en un « *tiers impartial et désintéressé* », d'un leadership porteur d'un projet de décentralisation et de dynamisation de la province, d'amélioration des conditions de vie en milieu rural via la production, la diversification dans la chaîne de valeur et l'accès aux services de base. C'est seulement à ce prix qu'Haïti pourra finalement se stabiliser et décoller.

*** Abner Septembre, sociologue**
Centre Banyen @ Vallue, avril 2019

NOUVELLES OPÉRATIONS DE LA PNH À MARCHAND-DESSALINES

Arnel Joseph est-il mort ou vivant ?

La direction de la PNH avare d'informations....

Suite de la page 1

s'est conformé, l'état de l'homme fort de l'Artibonite reste un mystère. D'autant plus que la PNH reste bouche cousue concernant ce qui s'est passé réellement dans cette partie du pays.

Les informations relatives à la condition d'Arnel Joseph s'est quelque peu modifiée, au cours des deux derniers jours, car désormais de nouvelles rumeurs ont indiqué qu'il a été « blessé » lors des conflits avec les forces de l'ordre, samedi et dimanche.

Alors que la PNH garde le mutisme au sujet des conditions e ce chef de gang, elle a fait circuler un communiqué relatif à la disparition de Ti-Je dans lequel la hiérarchie remercie chaleureusement les hommes et femmes qui ont participé à l'opération qui s'était déroulée à Delmas 83 et au cours duquel ils ont fini par réduire au silence le chef de gang de Savane Pistache.

La PNH aurait encore buté sur la résistance des hommes d'Arnel Joseph

Si la Direction générale de la PNH s'est faite discrète par rapport aux incidents que les forces de l'ordre auraient provoqués à Marchand-Dessalines, samedi et dimanche, on a appris indépendamment de celles-ci qu'il y aurait eu affrontements entre le bandit et les hommes d'Arnel, qui auraient, encore une fois, mis les policiers en déroute. Des informateurs sur place ont indiqué qu'il semble que le gang d'Arnel Joseph ait été mis au courant de l'arrivée des policiers venus, cette fois, de Petite Rivière. Mais après les avoir laissés pénétrer à Marchand-Dessalines, ils les auraient entraînés dans un guet-apens, les forçant à se désengager en catastrophe et à repartir en trombe.

Depuis lors, c'est le silence, d'un côté comme de l'autre. Aucune précision n'a été donnée du côté de la PNH en ce qui concerne la nature de l'opération que ses forces auraient menées à Marchand-Dessalines. Elle ne revendique non plus aucune attaque contre Arnel Joseph et ses hommes. Les colporteurs de rumeurs n'ont pas précisé comment, dans l'empressement de vider les lieux, les policiers se seraient emparés de deux véhicules qu'ils auraient trouvés sur place.

Les faits racontés pour expliquer ces incidents insolites, qui se sont produits à Marchand-Dessalines, donnent à réfléchir sur la manière dont se seraient déroulés les événements. Si Arnel est blessé, la PNH devrait savoir comment, quand et la gravité des blessures essuyées par le chef de gang. Car laisser les rumeurs fabriquer des faits et les contredire ensuite n'est pas à l'avantage de la PNH. La charge de la preuve que le chef de gang a été blessé en combattant avec les force de l'ordre pèse sur l'institution policière, qui devrait se donner les moyens d'arriver à connaître tous les faits.

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 14

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Pourquoi Conrad Black rejoint-il le courrier de Seth Lipsky pour soutenir Trump ?

Par Dan Albertini

Entre (). Notre-Dame des offenses pleure de bonne conscience quand on oublie les larmes de ses moult victimes importées de la construction de cathédrales pour s'affirmer:fr; fermons ().

Voici un titre du Wall Street Journal (Opinion), édition du 26/06/2011, signé de Seth Lipsky : Head-Scratching Verdict Against Conrad Black[1]. Tr: *alors que Conrad Black se prépare à retourner en prison.* Seth cite la juge St Eve. Tr: *...dit-elle à Black, l'un de mes anciens associés dans le New York Sun, et l'un des directeurs fondateurs.* Je me pose aujourd'hui la question logique : pourquoi C. Black, convaincu, condamné à terminer le séjour d'interné aurait tant de crédits que d'autres comme ceux des accusateurs de Trump, pour venir le défendre à *New York Sun* ? Plus, le créditer même !

Visitons alors Tom Smith de **The Right Coast**/28/06/2011, dans son titre reprenant Seth Lipsky en critique: ‹‹ *Black himself was without illusions*[2]. *Tr: une fois qu'il aura fini sa prison, sa vie américaine sera finie et il ne sera pas autorisé à y revenir*. C Black écrit-il aujourd'hui en revanche contre l'intérêt américain, pour le *Sun* de Seth ?

Seth publia bien avant le 06/2011, en colonne Opinion de WSJ-26/06/2010, titre : Conrad Black and The Criminalisation of Business[3]. Tr: *Il y a un peu plus d'un an, un ami et moi avons rendu visite à Conrad Black à la prison fédérale de Coleman, Fla. Son ancienne société, Hollinger International Inc., a été l'un des premiers investisseurs dans le journal...*

La question est donc plus que légitime, elle est d'une curiosité appuyée sur le fait de la date d'anniversaire, mais sur le besoin de défendre un ami quand, pour les mêmes occasions, on ne défendrait pas, par exemple, un éditeur d'ascendance afro-américaine. Je ne fais de procès d'intention, mais la question est pertinente par le fait même que par la loi de la solidarité en dehors de considérations de couleur de l'épiderme ou d'ascendance autre, Conrad Black n'a été vu chez les éditeurs '*noirs*', ni Seth Lipsky défendre à ce titre une presse autre que celles que l'on connaît de son entourage nonobstant un article élogieux sur son vieil ami Ray Joseph (Seeking a Cure for Cinycism ? *NYSun*/09/012015) et son frère Léo, à l'occasion de la parution du livre : **For Whom The Dogs Spy**. Exception qui confirme la règle, tant mieux dira alors l'observateur partisan même indépendant de cette communauté étalée sur le globe, car le fardeau lui serait fort probablement attribué pour cacher Black. Ce sont des considérations personnelles. Revenons alors vers Black-Trump, pourquoi le soutien de cette nature, et à *New York Sun* qui semble se garantir par le *Wall Street Journal*, via Seth ?

Je ne suis le premier ni le seul à se poser la question bien qu'*a posteriori,* car Paul McLeary, de *Columbia Journalism Review*, le fit bien avant, soit le 18/07/2007, avec en titre : Conrad Black's Apologist at the Sun[4]. Tr: *l'ode de Lipsky à un ami et bailleur de fonds.* Je dis bravo !

Permettez l'incursion, aussi maladroite soit-elle, mais nécessaire, d'autant plus que j'étais plus jeune à l'époque. Quand les messieurs Joseph d'Haïti-Observateur soutenaient en colonne les Ben Dupuy, Georges Honorat, se sont-ils convergés en charges politiques agressives pour leur camp dit de gauche, car Raymond Philoctète les quitta pour rejoindre H-O ? Je me souviens d'une photo de Ben Dupuy pardevant le Congrès US, conduit par Ray Joseph, curieusement qui se produisait aussi à Wall Street Journal, tout comme Seth Lipsky avant de devenir le New York Sun. On se la discutait tandis que Ben Dupuy se voulait par la suite d'un bolivarisme-castriste mixé au maoïsme illusoire de Mano Charlemagne, ou toute autre épithète anti-CIA que l'on attribuait à Ray Joseph. Bien que celui-ci se dévoila à ce titre dans son ouvrage ***For whom the dogs spy****, pour le pays. Ben Dupuy se forgea ainsi cette nouvelle identité par une colonne offerte à A Kovac, Cubaine exilée, dira-t-on, malgré tout. Puis, ambassadeur itinérant pour Haïti, comme pour suivre une fois de plus l'empreinte de Ray Joseph qui a été chargé d'Affaires à Washington, sous le terme de la présidente Ertha Pascal Trouillot. Des sources sont combinées, comme le dirait l'ami JC Valbrun, à Paris, mais en choc.*

Tous ceux qui avaient publié ou diffusé dans la hâte sur l'affaire de la juge Ungava n'ont pas su rectifier le mensonge tandis que la bataille judiciaire s'est avérée autrement pour Léo.

Revenons à Black, je ne m'empresse pas de dire l'extôlard des années Floride, mais c'est le cas, comme l'aurait titré soit le NYC ou tout autre comme dans le cas de… des années 60 où elle se liguait contre l'Afro-Américain par une déclaration mal rapportée de Dr… soit que les Haïtiens se manifestaient par l'intelligence non pas par le béton (asphalte). Voilà donc Black dans *Democrates's Crisis is Growing Acute Mueller*[5] Tr: *la crise du DNC devient de plus en plus évidente chaque [...], mais la crédibilité du parti….* **NYSun 17/04/2019. *Ou encore:* U.S. Was Closer To Coup d'Etat Than Ever Before**[6]**. *Tr. : Donald Trump est comme un acteur de cirque qui excite le rire […] à la fin du programme, son plein talent est reconnu.***

Non, Conrad Black, Donald J Trump politique en campagne électorale, ce qui s'est poursuivi du B-O[7] à aujourd'hui, est-ce que le pavé rejette des ordures afin de ne pas se salir, ce n'est pas une qualité du débat c'est l'Amérique dans ses bastringues par la faute de ceux qui …, bref ! Je ne crédite pas HR Clinton, mais *l'Avare* a sali le GOP, l'Amérique, le monde. Tout !

*Son seul mérite, contrairement à ce que croit le diplomate français, Gérard Araud en adieu à DC (**int. au NYT/Maureen Dowd-27/04/2019**), presse-politico n'a pas a hyper ventilé Trump mais le sujet par ses fils s'est fié au smart data collecta pour un système qui par un effet de causalité contrôle la pensée de la traditionnelle médiatique du fait d'analystes surestimés qui l'ont mésestimé par égocentrisme. Nous connaissons la géographie cybernétique Trump.*

Il faut dès lors enlever les lunettes du lessivage interne pour le voir quand on est journaliste *déchu* par le malséant. Ce qui a amené l'entrepreneur en prison, *je n'étais ni gardien ni juge.*

Mauvaise posture pour se faire pardonner, car, il y a trop de monde de l'entourage immédiat dans cette affaire qui a avoué, à moins d'être deux fois menteurs pour protéger Donald J Trump. *De quoi alors la juge est-elle coupable* ? J'ai bien observé Trump depuis 1982, avant sa victoire, j'ai observé *l'évolution* de loin après son installation au point de le citer en Trumping the world, n'est-il pas vrai que B Netanyahou veuille nommer la localité du Golan : Trump. Scandale aux États alors. Donald J Trump ego défaitiste mal habile jura avec Boehner de *réduire* B Obama par voie d'agression personnelle sans preuve, contre la personne d'un président élu sans conteste ni remords, mais pour son nom pour la moitié de la couleur de l'épiderme : Obama n'est pas américain disait le stupide qui embobinait l'électorat qu'il allait par la suite convoiter par la bastringue de la misère tandis qu'il ne livrera pas son produit universitaire **TU**. C'est du racisme étalé, épisodique, *pénalisable*. Où était Black, en rémission peut-être ? Je ne suis logé à l'enseigne d'espionnage russe, car j'ai traité du sujet depuis 2011 sur les nouveaux agents d'information russes déployés partout, spécifiquement au Canada, aux US, en Suisse. De Pékin aussi. Oui l'Amérique s'est fait battre de son propre jeu, ce depuis les failles de 09/11, non Donald J Trump n'a techniquement pas gagné, mais c'est Hillary qui a perdu, nous le savions depuis 2012 dans NY 12H71. Elle était encore Secrétaire d'État. Mais Cohen n'a pas inventé Donald J Trump. Demandez donc à Barr les parties où Mueller a rencontré la *trumptitude* en *filii*. Cohen n'a rien inventé du Trump qui a écarté sa propre fille de ‹ ‹*next generation*›› de TO, comme si c'était faux. Trump a inventé son malheur par ses sales actions contre B Obama !

Conrad Black est membre fondateur de NYS certes, avec une histoire et une signature, mais la valeur si elle s'acquiert par le nombre des années ou par le *sceptre* de, la tâche de Conrad Black par la nature de sa condamnation, est-elle réellement effacée pour offrir un tant soit peu de crédit à Donald J Trump, au point de ternir l'image des démocrates tels qu'il le fait, quand ceux-ci n'ont été pas condamnés dans le sujet de leur revendication ?

Imaginons DSK en Afrique, conseiller spécial aux affaires sociofamiliales. C'est une question pré électorale qui vaudra, comme la liberté d'opinion affichée de Black !

Je sais admirer la solidarité de Seth Lipsky ainsi que sa loyauté corporative, mais, peut-il réellement réhabiliter Conrad Black qui se veut d'une analyse *a priori*, là j'en doute.

Réf.[1]*:* Head-Scratching Verdict Against Conrad Black *‹‹ As Conrad Black prepares to return to prison ››.* Seth cite la juge St Eve *: ‹‹ As you stand before me today, she told Black, a former partner of mine in the Ney York Sun, and one of the founding directors... ››.*

Réf.[2]*: ‹‹* Black himself was without illusions[2]*. The man who has been one of the greatest foreign defenders of America since Lafayette or Tocqueville has sold his American home and told his friends of his sadness that,* ***once he finishes prison, his American life will be over and he will not be allowed to return*** *››*

Ref.[3] Conrad Black and The Criminalisation of Business[3] *‹‹ A little over a year ago, a friend and I visited Conrad Black at the federal prison at Coleman, Fla. His former company, Hollinger International Inc., was one of the early investors in the newspaper I last edited, The New York Sun* ››.

Ref.[4]: Conrad Black's Apologist at the Sun[4]. ‹‹ *Lipsky's overwritten ode to a friend and funder* ››

Ref.[5] **:** Democrates's Crisis is Growing Acute Mueller[5] *‹‹* The crisis of the Democrats is becoming more evident each week [...] *The numberless candidates for the Democratic presidential nomination will presumably go to hilarious extremes to sidestep the whole Trump-impeachment debacle, but the credibility of the Democratic party ››* NYSun 17/04/2019

Ref.[6]: U.S. Was Closer To Coup d'Etat Than Ever Before[6]. ‹‹*Donald Trump is like a circus actor who excites laughter and only as he exits at the end of the program is his full talent recognized. He ran against the Bushes as much as the Clintons and the congressional Republicans gave him no assistance at all for six months* ››

Ref.[7]*: B-O - Bureau Oval.*

PROPRI T ¸ VENDRE
¸ PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 15

Le faux procès de timbres, une émission choc de Michel Soukar

Par Eddy Cavé

Dans la soirée du lundi 29 avril en cours, pendant que les rumeurs d'exécution du chef de gang de Carrefour Feuilles *Tije* déferlaient la chronique, l'historien et chroniqueur Michel Soukar diffusait sur Signal FM une émission choc intitulée « Le faux procès des timbres de 1975 ». Il prenait ainsi le contrepied d'un courant satisfait des apparences de légalité entourant le soi-disant procès. Le brillant chroniqueur déconstruisait ainsi de façon irréversible l'opération de camouflage et de démolissage montée de toutes pièces par le jean-claudisme naissant. Résultat : il a fait avec brio la preuve de la machination politique, rétabli la crédibilité de la victime, le ministre Serge Fourcand, et révélé au grand jour les travers des combinards en toge qui vendent la justice au plus offrant sur la terre de Dessalines.

Plus que l'objet d'amusants jeux de mots, le gigantesque numéro de cirque offert à la télé haïtienne d'État en 1975 à la délectation d'un public avide de distractions gratuites a été à la fois un faux procès, un procès de faux et un faux procès de faux. S'il pouvait écouter, dans son lieu de repos éternel, l'émission de Michel Soukar et les débats consacrés ces dernières semaines à ce sujet, mon ancien collègue et professeur Rony Durand, qui était très friand d'équations simplistes et percutantes, aurait vite conclu :

Procès de faux timbres + Faux procès de timbres = Faux procès de faux timbres

Avec son courage habituel, le sens critique qu'on lui connait et l'indépendance de jugement qui est sa marque, Soukar a revisité les salles d'audiences du Palais de justice et les officines du pouvoir duvaliériste de l'été 1975 pour donner l'heure juste sur cet événement qu'il qualifie de faux procès. Comme Alain Turnier l'a fait pour le procès de la Consolidation qu'il présente comme « un acte purement politique » dans son excellent livre *Quand la nation demande des comptes* (p.246). Si le procès a été considéré comme équitable et impartial par la plupart des observateurs, le président Nord Alexis a contribué à en diminuer la valeur sur le plan strictement juridique en affirmant que le but de l'escroquerie était de donner à ses auteurs les moyens de réaliser leurs ambitions présidentielles (p. 247).

La postérité saura gré à Alain Turnier et à Michel Soukar d'avoir apporté ces corrections, car, sans elles, les erreurs cent fois répétées de la tenue de vrais procès risquaient de passer pour des vérités.

L'histoire retiendra aussi que Leslie Péan s'est inspiré des reportages d'*Haïti Observateur* pour affirmer que Nicole Duvalier, la sœur du président, était la principale bénéficiaire de l'escroquerie des timbres et qu'elle a été tellement protégée par l'appareil judiciaire que son nom n'a jamais été cité pendant le procès (*Haïti, économie politique de la corruption, tome IV*, page 484, Paris, 2007). Avec le recul dont on bénéficie aujourd'hui, il n'est plus permis de considérer cette mascarade comme un véritable procès. Encore moins de le citer comme précédent dans la préparation des procès PetroCaribe. À moins qu'on veuille délibérément en faire un modèle.

Outre son souci de la méthode et son impartialité d'historien, Michel Soukar bénéficie, dans son diagnostic, de l'avantage énorme de la proximité. Il a non seulement vécu les événements sur le terrain, mais il faisait à l'époque ses débuts dans la presse indépendante, soit *Le Petit Samedi Soir*, aux côtés des Dieudonné Fardin, Jean-Claude Fignolé, Gasner Raymond, etc. Les risques d'un appui aux initiatives de Serge Fourcand étaient alors considérables, mais ces jeunes ne manquaient ni de courage, ni de discernement. Ils ont pu ainsi voir clair dans l'évaluation des mesures de redressement que prenait le jeune ministre, ainsi que dans les manigances de la vieille garde qui voulait absolument en découdre avec lui.

De même, dès 1975, Jacquelin Despeignes, un autre jeune journaliste, écrivait :

« *On retiendra pour l'histoire qu'en 1975, le corps judiciaire s'est prêté à une vaste mascarade en se faisant le complice d'une clique de politiciens traditionnels préoccupés par la conservation du pouvoir. Ces politiciens-juges, juges-politiciens, insatiables des jouissances faciles, ont abusé de la politique de doublure pour traîner dans la boue un jeune spécialiste haïtien* » (Cité par Serge Fourcand, *Entre le vice et la violence,* p. 163).

L'émission proprement dite

L'animateur divise le dossier en trois parties : i) le profil du ministre; ii) ses premières initiatives et réalisations; iii) la mascarade.

Pour étayer sa thèse du faux procès, Michel Soukar commence par retracer le parcours intellectuel de Serge Fourcand : né en 1937; diplômes en droit d'universités d'Haïti et du Canada, en sciences politiques et économiques de Genève; professeur d'économie et de science politique à l'Université d'État d'Haïti, et en économie du développement à la Martinique, etc. Il a en outre travaillé dix ans comme économiste à la Banque nationale de la République d'Haïti avant d'entrer au ministère des Finances en 1973 à titre de sous-secrétaire d'État. Fourcand n'a donc que 36 ans quand il accède à la tête du ministère du Commerce dans ce pays d'envieux et cette république de gérontes entamant une cure de rajeunissement,

Cette présentation faite, Soukar énumère les réalisations les plus dérangeantes du jeune ministre : constitution d'une équipe de cadres bardés de diplômes; tentative de ramener au pays des technocrates bien établis à l'étranger; projet de reboisement du morne *Lopital* avec le concours des écoliers de la Capitale; établissement de contacts avec le Venezuela pour obtenir à meilleur prix un pétrole de bonne qualité; bataille pour le relèvement des salaires.

Ces premières démarches furent en général bien accueillies, tout en provoquant bien des inquiétudes au sein de la vieille garde menacée par l'arrivée soudaine au Palais d'une jeunesse fraîchement sortie des bancs du secondaire. En même temps, Fourcand se faisait, dans son propre camp, deux catégories d'ennemis : les gérontes qui ne voulaient rien perdre de leurs privilèges; les aspirants à une éventuelle succession qui voyaient en lui un concurrent redoutable. C'est dans cette catégorie qu'on retrouvait les Aurélien Jeanty, Paul Blanchet, Henri Siclait, les principaux artisans du complot. Quant aux Rodrigue Casimir et Rock Raymond et consorts, ils jouaient encore en ligue mineure dans l'attente d'un éventuel repêchage.

Michel Soukar explique que deux réalisations de Serge Fourcand allaient attiser encore plus la convoitise des concurrents : la présentation, bien accueillie, de la demande d'adhésion Haïti à la CARICOM et la renégociation du contrat de la Reynolds' Mining.

Dès lors, la machine à broyer était en marche. Les 7 millions de dollars versés par la Reynolds' ayant été dilapidés pendant que le régime refusait de fiscaliser les recettes de la Régie du tabac et des allumettes, comme le recommandait Fourcand, les jours de ce dernier étaient comptés. D'autant plus que, le soir même de la conclusion, heureuse, de ces négociations, Fourcand avait obtenu du président l'abolition des taxes des marchés publics. Les 9 millions de gourdes soutirées brutalement des pauvres paysannes haïtiennes étaient jusque-là accaparées par la mère du président; elle se rangea automatiquement dans le camp de la conspiration anti-Fourcand.

Dans la dernière partie de l'émission, Soukar aborde avec une indignation bien visible la question du faux procès. Il s'en prend sans ménagement aux représentants du pouvoir judiciaire qui ont obéi servilement aux injonctions du Palais national pour monter ce mauvais numéro de cirque dont le pays n'a rien tiré de bon : brouillage systématique des pistes pour protéger la famille présidentielle, vraie bénéficiaire de la fraude; confusion des rôles et soumission servile des magistrats et du ministre de la Justice; arrêtés de grâce au profit des condamnés; dévalorisation accélérée de l'appareil judiciaires avec les promotions en série des magistrats aux ordres et surtout les cadeaux de Volvo qui provoqueront les railleries du public (« Le vol vaut! ») et l'indignation de ce qui restait de gens intègres au pays .

Un faux procès donc que le pays devra garder en mémoire et considérer comme modèle d'exemple à ne pas suivre! En particulier dans le contexte de la préparation des procès de PetroCaribe.

Ottawa
30 avril 2019

APARTEMENT À LOUER/
APPARTMENT FOR RENT
3 bedrooms, attic included in one of the bedrooms; 1 bathroom, kitchen, dining area, living room. Price: $1,500.00 negotiable.
Rosedale, Queens, quiet neighborhood. Call Edzer at (718) 978-0491.

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE
182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 1-8 mai 2019:HO 5/1/19 4:22 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

Une tentative de « coup d'État » au Vénézuela

La situation au Vénézuela, a pris une tournure inquiétante hier, mardi, 30 avril quand, très tôt dans la matinée, Juan Gaiadó, entouré d'individus en uniforme des forces armées venezueliennes à un endroit non déterminé, a lancé un ultimatum au président Nicolas Maduro de démissionner tout en demandant aux forces armées de se soulever contre le président.

En effet, Leopoldo López, un leader de l'opposition, emprisonné auparavant par le gouvernement de Maduro, se tenait aux côtés de Gaiadó pendant que celui-ci lançait son ultimatum dénommant son mouvement «*Operacion Libertad* », espagnol pour Opération Liberté.

Le vice-président américain, Mike Pence, et le sécrétaire d'État Mike Pompeo, équivalent de ministre des Affaires étrangères, étaient parmi les premiers à applaudir l'action de Gaidó. Du côté du gouvernement Maduro, c'est Diasdo Cabello, président de l'Assemblée constituante créée par Maduro, qui a donné la riposte, déclarant l'opération Gaiadó de « *coup d'État* » sponsorisé par les États-Unis, tout en enjoignant les partisans du gouvernement de se porter à la défense de Miraflores, le palais présidentiel.

Entre-temps, les foules envahirent les rues de Caracas et d'autres villes du pays, vociférant des slogans en faveur de Gaiadó, tandis que les « *colectivos* », des miliciens pro-Maduro essayaient de rivaliser avec les partisans du président de l'Assemblée nationale, qui s'est autoproclamé président le 23 janvier après l'inauguration de Maduro, le 10 janvier dernier. À souligner que Maduroo avait été élu le 20 mai 2018 à un second mandat de six ans, lors d'élections qui avaient attiré seulement 25,8 % de l'électorat, élections contestées par l'opposition et une bonne frange de la communauté internationale, y compris une majorité des nations de l'hémisphère occidental, membres de l'Organisaiton des États américains (OEA).

À souligner que tard mardi après-midi, le ministre chilien des Affaires étrangères, Roberto Ampuero, déclarait, de Santiago étant, que Leopoldo Lopéz et sa famille étaient des « *hôtes* » de l'ambassade chilienne à Caracas. Façon élégante d'affirmer que ce leader de l'opposition et sa famille ont opté pour l'asile politique. Est-ce dire que le « *coup Gaiadó* » a échoué? Il n'est que d'attendre.

Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, a déclaré que Maduro était sur le point de partir en exil à Cuba. Mais il a été déconseillé par les Russes.

Ici et là dans l'actualité

***Ti-Je n'est plus, à quand le tour d'Arnel Joseph ?** Hier, mardi, 30 avril, de très tôt, la nouvelle faisait la une : « *Ti-Je est tombé* ». Il s'agit de Jeff Blanc, de son nom de combat Ti-Je, le puissant chef des gang de Savane Pistache et d'autres bidonvilles de la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

En effet, il aurait été repéré à Delmas 83 lundi soir, 29 avril. Dans les petites heures du mardi matin des unités de la Police nationale d'Haïti (PNH) l'ont surpris et, lors d'un échange de feu, l'ont abattu. La photo du cadavre circulait sur les réseaux sociaux. Mardi matin, quelqu'un a même posté sur WhatsApp une photo de l'ambulance sur les lieux pour emporter le cadavre.

Entre-temps, des opérations policières se poursuivaient mardi toute la journée à Savane Pistache et à Boutiliers, zones d'opérations, dit-on, des gangs qui opéraient sous les ordres de Ti-Je. Selon un *tweet* de Garry Pierre-Paul Charles, le très réputé «*Scoop Man* », de « Scoop FM », l'équipe « Swat » de la PNH a découvert une cachette d'armes appartenant aux gangs de Ti-Je. Et Charles d'ajouter que « *les bandits sont traqués partout* ».

Y aurait-il un lien quelconque entre ce qui s'est passé mardi, vers 8 heures du matin, à l'ambassade américaine, à Tabarre, et le déclenchement d'opérations tous azimuts contre les gangs armés ? À cette heure l'ambassade avait émis une alerte avisant ses ressortissants « de se mettre en lieu sûr» *(Shelter in place),* parce qu'il y avait des tirs contre l'entrée arrière du siège de l'État américain, à la capitale haïtienne. Cette alerte a duré toute la journée du lundi, l'ambassade ne l'annulant qu'à 6 heures du soir le même jour, sans rien expliquer.

Alors, on a déduit qu'il y a anguille sous roche. L'international, se voyant visé, se serait-on enfin décidé de travailler avec la PNH de Michel-Ange Gédéon qui, selon ce qu'on sait, avait été marginalisée par le Palais national, lié à certains chefs de gangs, même recherchés par la Police ?

Or, la veuille, c'est-à-dire dimanche soir, un homme qui s'est dit « *membre du gang de Ti-Je* » de la branche « *Mache Dwat*», parlant en créole, avait déclaré sur WhatsApp que dès lundi, les « gangs réunis » sous un commandement commun, attaqueraient la Police et autres dans leurs fiefs, en guise de riposte pour ce qui a été fait contre eux la veille (samedi ou vendredi). Comme dit le proverbe créole, «*Pito lakwa al lakay ou pase pou l vin devan pòt mwen* ».

Toutefois, Arnel Joseph, cantonné dans l'Artibonite, ayant défié la PNH, même l'humiliant sans merci, doit être parmi les hommes traqués si, selon Garry P.P. Charles, « *les bandits sont traqués partout* ». Et à quoi doit-on s'attendre concernant les receleurs ou facilitateurs des gangs en hauts lieux ? C'est toujours le créole, qui sied bien en pareille circonstance dit : «*Pita pi tris !* »

***Un ministre décrié qui continue à faire des nominations.** C'est à ne rien comprendre. Le cabinet ministériel Jean Henry Céant est démissionnaire depuis le 21 mars quand, en fin de compte, le notaire avait adressé une lettre au président Moïse pour donner sa démission. Dès lors, les ministres en poste ne gèrent que les affaires courantes.

Or, voilà qu'en date du 29 avril, avant-hier lundi, le ministre de la Justice et de la Sécurité publique, Jean Roudy Aly, a adressé au président du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ), Me René Sylvestre, en ses bureau, le message que voici : « *Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique présente ses compliments au Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire et porte à sa connaissance que: *Le citoyen Clamé-Ocnam DAMEUS est nommé Juge de la Cour d'Appel des Gonaïves; *Le citoyen Patrique Rameau METELLUS est nommé Président de la Cour d'Appel de Port-au-Prince.*

« *Il profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Président du Conseil, l'assurance de sa haute considération* ». Et suit la signature du ministre, accompagnée du sceau du ministère.

On voudrait croire que Me Sylvestre, qui s'était montré indépendant et assez critique dans l'affaire des étrangers opérant tels des terroristes sous contrat, et renvoyés aux États-Unis d'ordre de ce même Roudy Aly, saura expliquer que ces nominations sont inconstitutionnelles, donc de nul effet.

***Que redoutent le président Trump et ses enfants ?** Avant-hier, lundi, 29 avril, le président Donald Trump et ses enfants ont intenté un procès contre une banque allemande, la *Deutsche Bank* ainsi qu'à l'encontre de la *Capital Bank,* les enjoignant de ne pas obtempérer aux « *assignations* » des comités du Congrès américain demandant à ces banques de leur remettre des documents concernant les transactions financières de l'ordre de milliards de dollars de l'homme d'affaires Trump au cours d'au moins deux décennies.

Selon le *New York Times* du 30 avril, « *au cours de deux décennies, Deutsche Bank avait consenti des prêts de l'ordre de milliards de dollars le concernant, même quand, à cause de sa mauvaise réputation, il était mis à l'index par Wall Street* ».

Toujours selon le *New York Times*, en 1998, M. Trump devait écrire à son contact à *Deutsche Bank* en ces termes : « *Vous êtes un bon ami* ». En 2013, il écrivait: « *Nous avons de très bonnes relations* ». Et trois ans, plus tard, soit en 2016, il déclarait concernant la *Deutsche Bank,* « *Ils sont complètement satisfaits me concernant* ».

Or, tout d'un coup, la *Deutsche Bank* est sur le point de mettre l'homme d'affaires, devenu président de la République étoilée, sous forte pressions, parce que disposée à mettre à la disposition de comités du Congrès américain des données qui donnent la frousse au président. Qu'est-ce qui fait peur au président ? À quoi doit-on s'attendre? Dossier à suivre.

Pierre Quiroule II
1er mai 2019

CORRUPTION GÉNÉRALISÉE, INSÉCURITÉ, DÉLIQUESCENCE, IMMORALITÉ...

Les méfaits de Gracia Delva exposés

Aujourd'hui sénateur de la République, hier lieutenant de Jacques Kétant (ENQUÊTE)

Suite de la page 1

r

attirer l'attention des autorités par rapport au grave danger que ceux-là représentent pour le pays. Des organisations de la société civile ont tiré la sonnette d'alarme. La Conférence épiscopale haïtienne est intervenue de manière non équivoque sur cette question. De même que le leadership des églises protestantes. Sans compter les dénonciations des journalistes indépendants et des organismes de défense des droits humains, tels que le « *Réseau national de défense des droits des Haïtiens* » (RNDDH) et la « *Fondasyon Je Klere* » (FJK). Mais les autorités, surtout sous les deux présidents Tèt Kale, ont systématiquement fait la sourde oreille. Même quand des accusations pertinentes sont portées contre les hommes du pouvoir ayant pourvu les malfrats en armes, munitions et argent. Aujourd'hui, on apprend qu'un sénateur de la République entretient des relations privilégiées avec le plus puissant chef de gang du pays, en sus d'être recherché activement par la Police. Des rumeurs persistantes circulant sur les réseaux sociaux font état d'une somme de USD 100 000 $, qui aurait été confiée à ce même Gracia Delva pour être remise à Arnel Joseph.

Il semble que, dans le monde politique haïtien remodelé après la chute de la dictature, les gangs armés font une partie intégrante. C'est pourquoi, ont des liens solides, depuis quelque temps, avec les personnalités politiques en vue, tant au niveau de la Présidence que du Parlement. Depuis la dénonciation de Gracia Delva comme étant un proche collaborateur d'Arnel Joseph, d'autres personnalités du pouvoir sont signalées avec leurs malfrats respectifs. Par exemple, on cite le député Lochard comme étant le patron de Ti-Je; de la première dame, Martine Moïse, comme étant liée à Bout Janjan et le président Jovenel Moïse lui-même étant le protecteur et mécène de Bout Loulou. Mais cela ne veut pas dire pour autant que la générosité du chef de l'État se limite seulement à ce dernier. Le fait de confier une forte somme d'argent à Gracia Delva pour remettre à Arnel Joseph indique avec éloquence qu'il est le protecteur d'autres chefs de gang. On peut s'attendre donc qu'à la faveur des dénonciations, qui se font, les relations du président Moïse avec d'autres chefs de gang seront bientôt révélées.

Les étrangers exposés à la présente réalité haïtienne se demanderont — et pour cause — comment un personnage comme Gracia Delva parvient-il à se faire élire sénateur de la République ? Sachant comment fonctionnent les institutions dans les pays où les normes démocratiques sont normalement respectées, le phénomène Delva ne peut que dérouter les naïfs.

Mais, en Haïti, l'indignation est quasi généralement à l'ordre du jour. Pourtant l'élection de Gracia Delva comme membre du Sénat, alors que son siège de député reste encore vacant (cumule-t-il les deux fonctions en catimini ?), n'a pas dérangé grand monde. Les institutions, qui auraient dû servir de garde-fous pour éviter que des personnes indignes soient indument élues aux hautes fonctions publiques, se sont carrément portées démissionnaires.

Gracia Delva n'est pas l'unique membre du Parlement ou de la Présidence mal élus et contre lesquels les citoyens ont à redire. L'inconvénient est que ceux qui auraient dû se dresser pour protester quand le nom du candidat voyou a été ajouté, dans un premier temps à la liste des prétendants à la Chambre des députés, et dans un second, à celle des aspirants au Sénat de la République, tout le monde s'était tu. La Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ) ayant la responsabilité de mener l'enquête de sécurité sur les candidats en général, avant que ces derniers ne soumettent leur certificat de bonne vie et mœurs au Conseil électoral provisoire (CEP), a failli à sa mission. De son côté l'organisme électoral lui-même a affiché une complaisance coupable à l'égard du candidat. Comme, d'ailleurs, c'est le cas pour tous les candidats jugés inaptes à briguer les fonctions électives. Même le sénateur de l'Artibonite, Youri Latortue, secrétaire général du parti « *Atibonit ann aksyon* » (Artibonite en action, AAA), qui a servi de parapluie à la candidature de Gracia Delva, s'est fait également complice de son entrée à la Chambre des députés et au Sénat. Tout semble indiquer que tout le monde se serait complu dans son confortable silence, si le sénateur Jean Renel Sénatus (Zo Kiki) n'avait fait ses dénonciations spectaculaires au sujet de son collègue mal élu.

Indéniablement, les coupables de l'ascension politiques de Gracia Delva sont omniprésents. Maintenant que les révélations du sénateur Sénatus exposent les méfaits de son collègue, il faut souhaiter que les autorités compétentes s'arment de courage, pour qu'elles laissent aux lois du pays le soin d'imposer le juste châtiment que cet imposteur mérite. Mais c'est aussi le moment de chasser du temple du peuple haïtien et des allées du pouvoir tous ces soit disant leaders dont la place se trouve au pénitencier.

L.J.